



LE PRÉSIDENT, LORS D'UN ENTRETIEN AVEC DES MÉDIAS NATIONAUX
« L'Etat soutient à fond l'Équipe nationale de football »

P 16

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN **d'Algérie**

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
 Vendredi 26 - samedi 27 novembre 2021 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5398 - 18^e année

PLUS DE 23 MILLIONS D'ÉLECTEURS
 APPELES À CHOISIR LEURS
 REPRÉSENTANTS DANS LES APC ET APW
Les Algériens
aux urnes

LIRE EN PAGE 4



Ph : DR

IL REVIENT EN FORCE APRÈS
 UN PASSAGE À VIDE QUI
 A TROP DURÉ



Quand Mahrez vole la vedette à Messi, Neymar et Mbappé

P 7

ALGERIE - TUNISIE
Passer au plus important, la stratégie intégrée

P 2

SELON LE PROFESSEUR
 DJENOUHAT :



« La situation épidémique n'est pas rassurante »

P 5

LE CLA CHEZ BELABED
Le volume horaire de 30 heures abordé

P 4

LE MAROC ET ISRAËL POUSSENT AU POURRISEMENT

L'Algérie saura faire face à toutes les agressions

En décidant d'établir une coopération sécuritaire, incluant la vente d'armes, l'échange de renseignement et une base militaire près de nos frontières Ouest, le Maroc est allé trop loin dans sa dynamique de soumission et de normalisation. Ciblée, l'Algérie est prête à faire face à cette nouvelle étape dans la stratégie d'agression caractérisée à son encontre.

P 3

ALGÉRIE - TUNISIE

Passer au plus important, la stratégie intégrée

« Nous sommes dans notre pays », a déclaré, ce jeudi, la cheffe du gouvernement de Tunisie, Najla Bouden, en parlant de l'Algérie où elle a effectué une visite de travail. Elle a ajouté qu'il faut « passer au plus important, en lançant une stratégie intégrée entre l'Algérie et la Tunisie ».

Au cours de sa visite, la cheffe du gouvernement tunisien a été reçue par le Président Abdelmadjid Tebboune, et s'est entretenue avec le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmène Benabderrahmane. Les relations entre l'Algérie et la Tunisie sont excellentes même si leur dimension économique reste encore très faible. La visite prévue du Président Tebboune en Tunisie permettra le renforcement de la coopération bilatérale dans les différents domaines entre les deux pays. Le socle sur lequel repose la coopération entre les deux pays est solide. L'amitié algéro-tunisienne a été forgée durant la guerre de libération nationale menée par notre pays contre le colonialisme français. La solidarité de la Tunisie l'a exposée elle aussi à la barbarie du colonialisme, avec le bombardement le 8 février 1958 du paisible village situé à la frontière algéro-tunisienne, Sakiet Sidi Youcef, par l'armée française, qui a touché une école primai-



re, et fait des dizaines de morts. Le contexte régional actuel marqué par la visite au Maroc du ministre de la Guerre de l'entité sioniste donne un sens particulier au séjour en Algérie de la cheffe du gouvernement de Tunisie.

Des informations ont circulé à propos de plans sionistes en Tunisie, destinés à amener ce pays à normaliser ses relations avec l'entité sioniste. En mai 2021, le Président tunisien Kaïs Saïed avait détruit toute illusion à ce sujet, en qualifiant de trahison l'établissement de relations avec Israël en allusion aux Accords d'Abraham qui ont amené quelques pays arabes à

officialiser leurs relations déjà anciennes avec l'entité sioniste. La position du président tunisien rejoint celle exprimée, lors d'une entrevue accordée à des médias nationaux en septembre 2020, par le Président Tebboune qui avait déclaré que l'Algérie ne participera pas à la « course » à la normalisation avec Israël. Depuis l'élection de Kaïs Saïed à la présidence de la République, la Tunisie tend à abandonner son « statut » de pays pro-Occident qu'elle avait depuis son indépendance, pour se rapprocher de l'Algérie et se placer comme pays lui aussi hostile à toute ingérence extérieure dans ses

affaires internes. Dans cette démarche le Président Kaïs Saïed a l'appui de son peuple. Il a également le soutien de l'Algérie. En octobre dernier, Le Président Tebboune a souligné que « ce qui touche la Tunisie nous touche aussi » et averti, « quiconque menace sa sécurité nous trouvera à l'affût », ajoutant que « l'Algérie ne tolérera aucune pression sur la Tunisie par des parties étrangères ». Les milieux qui tentent de casser le lien entre l'Algérie et la Tunisie ont manipulé, au début de cette année, l'ancien président tunisien, Moncef Marzouki, pour s'en prendre à l'Algérie avec des propos haineux. Mais ce personnage ne compte plus en Tunisie. Coopté à la tête de l'État tunisien, de décembre 2011 à décembre 2014, il a été éconduit par le peuple tunisien dès qu'il s'est frotté au suffrage universel pour briguer le poste de président de la République.

Ses tentatives de porter atteinte à la force et à la profondeur des liens fraternels et des relations stratégiques entre la Tunisie et l'Algérie, n'ont pas abouti. Les relations tuniso-algériennes exceptionnelles connaissent un développement remarquable, grâce à la volonté des dirigeants des deux pays de les renforcer dans l'intérêt des deux peuples et de la paix et la stabilité dans la région. Les positions communes aux deux pays auront l'opportunité de s'exprimer lors du Sommet de l'Union africaine, prévu en février, et du Sommet de la Ligue arabe, qui se tiendra en mars à Alger, qui verront également le retour de la Libye sur la scène internationale.

M'hamed Rebah

LE REPRÉSENTANT DU HAMAS À ALGER SUR LES ACCORDS SIGNÉS ENTRE RABAT ET TEL-AVIV :

« Une couverture aux crimes sionistes contre les Palestiniens »

Le représentant du mouvement palestinien "Hamas" en Algérie, Mohamed Othmane, a vigoureusement condamné, jeudi, l'accueil par le Maroc du ministre sioniste de la guerre, soulignant que l'accord sécuritaire signé entre les deux parties « n'est pas une affaire interne mais porte plutôt atteinte à la sécurité de la nation arabe et musulmane ». "La visite du ministre de l'entité sioniste, Benny Gantz mercredi au Maroc intervient dans un contexte non innocent", a affirmé Mohamed Othmane dans une déclaration à l'APS, relevant que Rabat aurait dû agir de "manière réfléchie et de bonne foi", et avec un esprit de fraternité pour apaiser ses relations tendues avec l'Algérie d'autant qu'il s'agit de deux voisins liés par des liens de proximité et de sang". Le responsable palestinien a dénoncé "le recours par le Royaume à un tiers (l'entité sioniste) dont la nation témoigne qu'il s'agit d'un ennemi stratégique (...) et un criminel dont les mains sont entachées de sang des Palestiniens et des Arabes". À cet égard, Mohamed Othmane a évoqué la célérité avec laquelle les retombées de la normalisation avec l'entité sioniste se sont manifestées, déplorant le fait que cette fois, "le mal est venu avec un goût de sang et de complot à travers l'accueil par le Maroc du criminel et tueur d'enfants et de personnes âgées lors de la der-

nière offensive sur Ghaza". Cette visite du responsable sioniste, a-t-il poursuivi, "a offensé la conscience de la nation arabe et musulmane ainsi que celle du peuple marocain authentique qui est sorti dans des manifestations de dénonciation contre l'accueil d'un tel criminel". Évoquant, par ailleurs, l'accord sécuritaire signé lors de la visite du ministre sioniste à Rabat, le responsable de Hamas en Algérie a rappelé "qu'aucun accord de ce type n'a été conclu auparavant avec les pays qui ont précédé le Maroc dans la normalisation", notant que ces pays ayant invoqué l'argument de la sécurité de

leurs frontières au vu de leur proximité avec l'entité sioniste, "n'ont pas établi de tels traités sécuritaires et militaires". Dans ce contexte, il s'est interrogé pour savoir si la normalisation que le régime du Makhzen présente comme étant "bénéfique" pour les Palestiniens et la préservation de leurs droits, "se produirait à travers des accords sécuritaires et militaires suspects et honteux conclus par le Maroc avec cette entité occupante ?". "C'est sans doute loin des intérêts des Palestiniens et des pays arabes voisins du Maroc", a-t-il insisté. M. Othmane a appelé les pays arabes à

dénoncer et condamner l'accord signé entre les deux parties, signalant qu'"il ne s'agit pas d'une affaire interne, mais plutôt d'un dépassement de limite au point de compromettre la sécurité de la nation arabe et musulmane". Selon lui, "il n'est pas concevable ni compréhensible que les étapes de normalisation puissent se concrétiser avec une telle célérité dans des domaines stratégiques aussi importants, ce qui soulève des points d'interrogations sur ce qui s'est passé". Le représentant de Hamas a indiqué que la signature de tels accords à ce moment précis "donne une couverture à

l'entité sioniste pour qu'elle pratique ses crimes contre le peuple palestinien (...) et judaïser nos villes, en particulier El-Qods". Et d'ajouter : "Ce qui s'est passé (l'accord sécuritaire entre le Maroc et l'entité sioniste, ndr) peut être perçu comme étant une récompense pour l'occupant qui cherche à criminaliser la résistance et le peuple palestinien". Mohamed Othmane a, en outre, rappelé que le mouvement Hamas avait précédemment dénoncé la signature par le Maroc de l'accord de normalisation avec l'entité sioniste.

R. I.

DES PARTIS ET INSTANCES PALESTINIENS CONDAMNENT :

« Rabat donne un coup dans le dos du peuple palestinien en accueillant l'assassin d'enfants »

Des partis et des instances palestiniens ont condamné la poursuite par le Makhzen, sous l'égide du "président du Comité d'El-Qods" Mohamed VI, de ses trahisons contre la cause palestinienne et la lutte du peuple palestinien mais aussi de l'ensemble des peuples arabes et musulmans. Les mouvements de la résistance palestinienne "Hamas" et "Djihad islamique" ont condamné énergiquement l'accueil, par le Maroc, du ministre sioniste de la guerre, l'assassin d'enfants et criminel de guerre, soulignant que « la normalisation ne légitimera jamais l'occupation ». Le dirigeant au mouvement "Hamas", Ismaïl Redwane a appelé le peuple marocain et ses forces vives à descendre dans les rues pour dénoncer la visite du ministre de « guerre » israélien, saluant les citoyens marocains et les partis politiques rejetant cette visite.

Pour sa part, le mouvement "Djihad islamique" a qualifié l'accueil de l'assassin d'enfants, de coup dans le dos du peuple palestinien". Par ailleurs, les Palestiniens ont salué le refus de la Malaisie d'autoriser une délégation sportive israélienne à entrer sur son ter-

ritoire pour participer au championnat du monde de squash. De son côté Le mouvement palestinien a déclaré que "Ce refus reflète la position permanente et ferme de la Malaisie vis-à-vis la normalisation avec l'occupation, en signe de soutien au peuple palestinien", a déclaré le porte-parole du mouvement Abd al-Latif al-Qanou', à l'agence Anadolu. Des médias israéliens ont déjà affirmé, mardi, que la Malaisie a encore empêché l'équipe israélienne de prendre part au championnat du monde de squash, qui devait débiter le 7 décembre, sur son territoire. La Malaisie n'a pas normalisé ses relations diplomatiques avec l'Entité sioniste. Le ministre malaisien des Affaires étrangères a réaffirmé dans un communiqué, à la fin du mois dernier, l'engagement de son pays en faveur de la cause palestinienne, exprimant sa ferme opposition à la poursuite de l'agression israélienne et de l'oppression dans les territoires occupés, selon l'agence de presse officielle malaisienne (Bernama).

R. I.

LE MAKHZEN ET ISRAËL POUSSENT AU POURRISSEMENT

L'Algérie saura faire face à toutes les agressions

Le Makhzen dévoile la véritable nature des sentiments qu'il cultive à l'égard de l'Algérie. Le Maroc et Israël ont signé des accords militaires qui couvrent le développement de l'industrie militaire marocaine, l'échange de renseignements et l'installation d'une base militaire de l'entité sioniste à l'Est du royaume et à environ 200 kilomètres de ses frontières avec l'Algérie. N'est-ce pas là des actes de provocation à l'égard de notre pays?



Ph: DR

Il y a environ deux mois, à l'occasion de la fête du trône, M6, sur un ton solennel, dans un discours, avait longuement parlé de la fraternité algéro-marocaine et soutenu que notre pays ne pouvait rien craindre de son voisin de l'ouest. Mais ses actes par la suite disaient le contraire. Son armée à lâchement assassiné trois routiers algériens qui circulaient sur une zone internationale, il a permis à des officiels israéliens en visite dans son pays de menacer directement l'Algérie et a versé dans un activisme diplomatique pour faire admettre par la communauté internationale son plan d'annexion du Sahara occidental en faisant croire que l'Algérie est partie prenante dans le conflit dans cette région du monde.

Le Maroc est allé loin, trop loin même dans sa dynamique de soumission et de normalisation de ses relations diploma-

tiques avec l'entité sioniste. L'Égypte de Sadat qui était pionnière dans la dédramatisation d'Israël en concluant avec elle les accords de Camp David, les Émirats, la Jordanie ou encore le Soudan, n'ont pas franchi le pas de la soumission à l'État sioniste. Ils se sont limités à des accords de libre circulation de leurs ressortissants, de partenariat économique. Ils se sont interdits d'ouvrir la boîte de Pandore en concluant des accords militaires.

Les accords militaires conclus à l'occasion de la visite du ministre israélien de la guerre Benny Gantz, par leur teneur sont une provocation contre l'Algérie. Ils prévoient la mise sur pied d'un système d'écoute, de surveillance de l'espace aérien, d'échanges de renseignements sécuritaires et militaires, l'installation d'une réplique du système anti missile dôme d'acier, et la fabrication de drone à usage militaire. Ils prévoient également la construction d'une usine de munitions.

Cette palette couverte par des accords signés entre les deux parties ne laisse aucun doute sur la volonté du Maroc de prévoir et de préparer un conflit ouvert avec l'Algérie. Ils ne laissent aucun doute également sur sa volonté de vêtir l'habit du gendarme d'Israël et des occidentaux dans la région. Il faut préciser dans ce cadre que des capitales occidentales, voyant d'un très mauvais œil l'arrivée des Russes et des Chinois dans la région du Sahel, ont applaudi l'offre du Maroc qui vient d'ouvrir grands ses bras à Israël. Rabat est allée trop loin dans sa normalisation avec Israël et cela n'est pas seulement dangereux pour l'Algérie mais pour toute la région et la cause palestinienne.

DES COURBETTES POUR PLAIRE AUX LOBBIES

Israël et le Maroc sont deux entités coloniales qui espèrent pousser la communauté internationale à reconnaître

leur souveraineté sur les territoires occupés. M6 ne s'embarrasse plus aujourd'hui pour faire appel aux cabinets et aux cercles sionistes de lobbying pour faire vendre son plan de large autonomie des territoires sahraouis. Depuis la signature des accords de normalisation au mois de juillet dernier, il ne se passe pas un jour sans qu'une délégation de journalistes ou d'hommes d'affaires israéliens ne soit envoyée vers Laâyoune pour lui permettre de prendre l'image d'un Maroc prospère et vivant dans la communion dans des frontières qui vont de la pointe Leona au sud du détroit de Gibraltar à Laâyoune. C'est un mensonge qu'il veut vendre à la communauté internationale et que se sont promis de promouvoir des cercles de lobbying israélien en contrepartie d'une pleine soumission à l'État hébreu.

SALAH GOUDJIL: « L'ALGÉRIE EST VISÉE PAR CETTE NORMALISATION »

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a indiqué jeudi que "c'est l'Algérie qui est visée" par la visite du ministre de la Défense de l'entité sioniste au Maroc. "Les ennemis se mobilisent de plus en plus pour porter atteinte à l'Algérie", a souligné M. Goudjil, précisant que, "aujourd'hui, les choses sont claires avec la visite du ministre de la Défense de l'entité sioniste au Maroc, après celle effectuée par le ministre des Affaires étrangères de cette entité dans ce pays voisin. Ce dernier avait menacé l'Algérie à partir du Maroc et il n'y a eu aucune réaction du gouvernement marocain". "Si cette visite avait été celle du ministre du Tourisme ou de l'Economie de l'entité sioniste, elle aurait pu être interprétée comme entrant dans le cadre des relations déjà en place, bien que dissimulées, entre ce pays (Maroc) et l'entité sioniste, mais dès lors qu'il s'agit de la visite du ministre de la Défense de cette entité au Maroc, c'est l'Algérie qui est visée", a affirmé le président du Conseil de la nation. M. Goudjil n'a pas manqué de s'interroger: "où sont les frères, où est le monde arabe et où sont les frères palestiniens?"

LE MAROC MUET FACE AUX MENACES QUI VISENT L'ALGÉRIE

Meir Masri, un responsable politique israélien membre du comité directeur du parti travailliste et expert en relations internationales auprès de plusieurs organismes en Israël, maître de conférences de surcroît à l'Université et président-fondateur du Middle East Pact (MEP), ne se prive plus de menacer sur des tweets l'Algérie. À l'occasion de la visite de Gantz à Rabat il s'est permis d'écrire. "Après cette visite, les Algériens et les Palestiniens n'ont qu'à bien se tenir. Nous allons définitivement occuper la Palestine et nous allons partager l'Algérie avec le Maroc". Rien que ça et c'est une menace qui n'a pas fait réagir notre voisin de l'ouest qui nous veut du bien et qui affirme qu'il ne sera jamais une source de danger pour ses frères algériens. Meir Masri est passé maître dans la provocation. Il y a environ deux mois il avait twitté: « Si Tebboune ose attaquer le Maroc, il aura à faire à Israël... Et Israël ne plaisante pas. Le Maroc est une ligne rouge ». Ces menaces n'ont suscité aucune réaction du Maroc officiel ce qui prouve qu'il consent. Meir Masri, le Makhzen et tous ceux qui veulent du mal à l'Algérie verront leurs funestes desseins se briser car l'Algérie saura répondre à leurs provocations. Ils trouveront en face, un front uni de tous les Algériens qui se défendront et qui iront encore plus loin quand la sécurité de leur pays est menacée.

R.I.

Slimane B.

L'OBSERVATOIRE MAROCAIN CONTRE LA NORMALISATION :

« L'entité sioniste œuvre à la division de la région »

L'Observatoire marocain contre la normalisation et également membre du Groupe d'action pour la Palestine, Ahmed Ouïhmane, a mis en garde contre le danger de la présence sioniste sur son pays et l'ensemble de la région, en raison du plan « malveillant de cette entité et ses organes de renseignements œuvrant à la division de la région » a-t-il déclaré, à l'agence de presse Tansim.

Pour M. Ouïhmane la visite du ministre de la guerre de l'entité sioniste Benny Gantz, au Maroc était « un grand scandale pour les normalisateurs » qui affirme-t-il « ne s'intéressent guère aux positions et l'engagement de leur peuple ». Indiquant que « le peuple marocain a toujours été lié, spirituellement, culturellement, historiquement et socialement à la Palestine en considérant la cause palestinienne comme une cause nationale », les Marocains continuent de se mobiliser, d'où les manifestations, a-t-il

poursuivi « contre la normalisation », a-t-il révélé. Après avoir affirmé que toutes les forces vives « poursuivront leur lutte contre l'infiltration sioniste » et sa présence dans la région, M. Ouïhmane a appelé, au nom de l'Observatoire, « à la fermeture immédiate du Bureau de liaison israélien à Rabat » tout en rompant les relations avec Tel Aviv. "Notre lutte se poursuivra jusqu'à la fin de la normalisation... la colère du peuple marocain et sa lutte devront se poursuivre jusqu'à la fermeture du bureau local de l'espionnage et de disorde, appelé le bureau de liaison d'Israël à Rabat", a-t-il dit. Il a appelé, en outre, le peuple marocain à faire preuve de vigilance quant à l'invasion sioniste et ses plans « visant le Maroc et la région ». Pour sa part, le secrétaire général de l'Observatoire marocain contre la normalisation, Aziz Hannaoui, a qualifié la réception du ministre israélien de la Guerre de « jour noir dans l'his-

toire de l'État marocain ». Après avoir estimé que la normalisation entre le Maroc et l'entité sioniste "est un crime odieux", le même intervenant a déclaré "que cette démarche va à l'encontre de la volonté populaire et intervient dans le cadre des débouchés du régime autoritaire au dépens du peuple marocain opprimé". Il a souligné, en outre, que le peuple marocain, toutes franges confondues, qui s'oppose à la normalisation, a tenu à affirmer au peuple palestinien que « toutes ces rencontres sont totalement inacceptables » pour le peuple marocain. L'Observatoire marocain contre la normalisation considère la signature des accords dans le domaine militaire entre Rabat et l'entité sioniste comme "un affaiblissement sans précédent de la décision politique et diplomatique de toute son histoire", en qualifiant les partisans de la normalisation de "complices des sionistes dans leurs crimes

contre les Maghrébins, les Palestiniens, les Arabes et la nation toute entière". L'observatoire marocain contre la normalisation a condamné la visite du ministre sioniste de la guerre, au Maroc, soulignant que « Gantz est un criminel de guerre... et que les partisans de la normalisation sont complices de ses crimes ». Par ailleurs, le dit Observatoire a appelé le peuple marocain « à faire entendre sa voix pour clamer son indignation » et réaffirmé le soutien des marocains « à la cause palestinienne en tant que cause nationale » face aux responsables marocains qui accourent à Tel-aviv, organisent des réceptions et accueillent sans scrupules de hauts responsables israéliens au Maroc, alors que les marocains manifestent leur opposition, à travers les réseaux sociaux et les rues par des manifestations réprimées par les forces de sécurité du royaume marocain.

ÉLECTIONS DES APC ET DES APW

Les Algériens aux urnes aujourd'hui

L'opération du vote pour les élections des Assemblées populaires communales et de wilayas se déroule aujourd'hui dans les 58 wilayas du pays et ce de 8h00 du matin jusqu'à 19h00 à travers 61.696 bureaux et 13.326 centres électoraux.



En effet, plus de 23.717.479 électeurs sont appelés aujourd'hui dans les différents bureaux de vote du pays à accomplir leur devoir de citoyenneté, afin de renouveler pour les cinq années à venir les APC et les APW du pays. Une élection qui constitue la troisième phase du processus de changement institutionnel et constitutionnel mis en place par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Autrement, pour les Algériens, porter leur pierre à l'édifice à l'effet de bâtir « l'Algérie nouvelle » dans le cadre du changement souhaité. Ainsi, les électeurs sont appelés à

voter en masse, quoique le spectre de l'abstention risque à nouveau de peser dans cette opération, après une campagne électorale « timide » qui n'a pas su, du moins pas assez, convaincre l'opinion publique.

En effet, pendant les trois semaines écoulées de la campagne électorale, et lors des meetings et sorties des candidats indépendants et des partis politiques, ces derniers ont plaidé en faveur de plus de prérogatives pour les élus, revendiquant l'élargissement des pouvoirs locaux octroyés aux représentants des APC et des APW. Ce qui permettra d'ériger les élus locaux en « partenaires » de l'administration, en évitant

tout contentieux entre les deux parties. Ces prérogatives devant être introduites dans les prochains Codes communaux et de wilayas devraient contribuer à la réalisation du développement local et à la promotion des investissements à travers le pays, ce qui aura un impact positif sur l'économie nationale.

La problématique ne date pas d'aujourd'hui, la question des prérogatives du président d'APC a été soulevée depuis des années. C'est-à-dire, les maires se retrouvant ainsi coincés entre l'administration centrale et les procédures bureaucratiques d'une part et le citoyen et ses diverses préoc-

cupations d'autre part. Parmi les prérogatives revendiquées de la part des candidats et des citoyens : la nécessité de « lever les restrictions » imposées au président d'APC, de lui accorder le pouvoir de gérer les affaires de la cité et de lui permettre de créer des entreprises, d'entreprendre des partenariats et d'exploiter les capacités matérielles et humaines pour que la commune devienne créatrice de la richesse, déplorant le fait de « limiter » ses missions dans l'enlèvement, par exemple, des ordures ménagères, la signature des documents ainsi que l'éclairage public.

Sarah O.

LES DIRIGEANTS DU CLA CHEZ BELABED

Le volume horaire parmi les préoccupations abordées

Les représentants du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), reçus jeudi dernier par le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, dans le cadre de la poursuite des rencontres bilatérales avec les partenaires sociaux, ont fait part d'une série de préoccupations dont essentiellement celle liée au volume horaire de l'enseignement dans le secondaire ayant atteint les 30h par semaine alors qu'il ne devrait pas dépasser les 18h. Selon le porte-parole du CLA, Zoubir Rouina, la rencontre avec les responsables du MEN a été l'occasion d'aborder plusieurs dossiers et de demander, par la même, des solutions concrètes et rapides aux problèmes soulevés. Il s'agit notamment, a-t-il souligné, du problème de surcharge de travail auquel font face les enseignants du cycle secondaire qui se retrouvent à enseigner plus de 30 heures par semaine pour une matière, au lieu des 18 heures fixées par la loi. Le CLA a, dans ce sens, insisté sur la nécessité de recruter de nouveaux enseignants et d'ouvrir des postes budgétaires afin d'atténuer cette pression qui risque d'avoir des conséquences à long terme. Aussi, parmi les questions soulevées, la même source évoque le retour à la retraite anticipée, le dossier des enseignants contractuels. Le CLA a également affiché, lors de cette rencontre, son attachement à la préservation du pouvoir d'achat des travailleurs de l'Éducation, faisant part de la nécessité de mettre des mécanismes clairs et précis quant à la révision de la politique de subvention. De ce qui est, par ailleurs, de la révision de l'examen du Baccalauréat, Rouina considère que cette démarche devrait se faire selon une étude approfondie et une consultation générale de toutes les parties concernées. D'après le porte-parole du CLA, il est essentiel de commencer d'abord par la révision de l'enseignement secondaire avant l'examen du Baccalauréat. De son côté, le ministre de l'Éducation, Abdelhakim Belabed, s'est engagé à résoudre les différents problèmes dont celui de l'allègement du poids du cartable qui figure parmi les préoccupations majeures des parents d'élèves.

Ania Nch

ÉLECTIONS LOCALES

729 533 listes d'indépendants et 575 000 autres de partis en lice

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a affirmé que 47% des formulaires de candidature pour les élections locales ont été perdus sans la présentation de dossiers par les prétendants, qualifiant ce fait de « gaspillage d'argent ». En conférence de presse mercredi après-midi, Charfi justifiera toutefois que : « nous ne pouvons pas empêcher les candidats de retirer un grand nombre de

formulaires de candidature pour ne pas être accusés d'entrave. » Faisant le bilan de son Autorité, il déclare que 2 046 346 dossiers de candidature pour des listes indépendantes et 729 533 listes de candidature ont été acceptées, 575 000 listes de candidature ont été acceptées pour les partis et que seuls 35 partis ont été en mesure de fournir les conditions de candidature, 75,25 % des partis ont été rejetés et 24,75 % des indépendants ont été rejetés.

Charfi a déclaré que 2 174 % des candidatures pour les élections communales pour des alliances, ce qui est la preuve de l'harmonie entre les programmes, a rejeté 1 61 000 candidatures pour les élections locales.

Par ailleurs, Charfi a indiqué que l'ANIE a enregistré plus de 23 millions d'électeurs pour les élections locales du 27 novembre. Révélant que 1 464 dossiers de candidature ont été retirés pour les wilayas et 22 306

pour les communales. Charfi a indiqué que 22,55% des formulaires ont été retirés par des candidats libres, 1 046 dossiers de candidature ont été retirés en ce qui concerne les wilayas. Plus 11 millions de formulaires de candidature aux communales, soit un taux de 87,53 % pour 50 partis, 1 442 903 dossiers de candidature pour les communes par listes indépendantes, et 4 communes sont restées sans candidatures.

S. O.

PLF-2022

Les sénateurs du FFS dénoncent le contenu

Les sénateurs du Front des forces socialistes (FFS) à la chambre haute du Parlement national ont dénoncé le contenu du projet de loi de Finances 2022, notamment en ce qui concerne l'article 187 sur la subvention, en le qualifiant d'« ambigu ». Lors de la séance de vote sur le PLF-2022 au Conseil de la nation, mercredi passé, les quatre sénateurs du FFS ont estimé que le texte comportait des mesures « dangereuses » qui affectaient le pouvoir d'achat du citoyen et représentaient un recul progressif du caractère social de l'État. Ils ont dénoncé, dans ce cadre selon un communiqué, « le contenu du projet de loi de Finances 2022, notamment en ce qui concerne son article 187, qui vise selon eux à lever les subventions de l'État sur les produits de

consommations de base et sur certains services tels que : l'électricité, le gaz et le carburant ». Le communiqué a précisé que les dispositions de cette loi « ajouteront des charges fiscales aux citoyens, ce qui aura un impact négatif direct et inévitable sur le niveau de vie des familles algériennes. Depuis plus d'un an, le peuple algérien connaît une baisse effrayante de son pouvoir d'achat en raison de la dépréciation de la monnaie nationale et de la hausse du taux d'inflation ». Souligne la même source, qui a appelé au retrait de cet article, qui renforcera inévitablement les disparités sociales entre les franges de la société. Également, les mêmes membres du Conseil de la nation ont dénoncé par ailleurs l'urgence dans laquelle le projet a été présenté à la

veille des élections locales et « hors de vue des Algériennes et Algériens et sans un vrai débat ». En outre, les sénateurs du FFS ont renouvelé leur appel à s'adhérer dans une rencontre nationale, socio-économique à laquelle tous les acteurs économiques et sociaux contribuent, accompagnés d'experts et de spécialistes, afin de trouver des solutions durables à cette crise. Appelant d'un autre côté, à ouvrir un dialogue global avec la participation de tous les acteurs du pays afin de parvenir à un consensus national et à un contrat politique, économique et social afin de construire un État fort et souverain qui garantit une véritable citoyenneté et garantit les droits, les libertés, et l'avenir des générations futures.

S. O.

CONSEIL CONSTITUTIONNEL Tebboune met fin aux fonctions de Kamel Fenniche

Quelques jours après l'installation de la Cour constitutionnelle, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a mis fin aux fonctions de Kamel Fenniche à la tête de cette instance judiciaire désormais supplantée par la Cour constitutionnelle. En effet, le 16 novembre 2021, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé un décret présidentiel qui prévoit la cessation des fonctions du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche.

Dans le dernier numéro du Journal officiel n° 88, un décret présidentiel a été publié qui inclut la cessation des fonctions du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche. En vertu du même décret, les fonctions de Mohamed Habchi en tant que vice-président du Conseil constitutionnel ont également été arrêtées. Rappelons, que le 22 novembre dernier, Tebboune a supervisé l'investiture des membres de la Cour constitutionnelle. Il a signé les décrets présidentiels relatifs à la nomination et à la formation de cette haute instance judiciaire qui supprime le Conseil constitutionnel.

Ceci en application des articles 91, paragraphes 7, 186 et 188 de la Constitution. Nommant ainsi Omar Belhadj à la tête de la Cour constitutionnelle. Il a également nommé Leïla Aslaoui, Bahri Saadallah et Mesbah Menas comme membres. Quant aux élus à la Cour suprême, Djilali Miloudi a été élu membre de la Cour constitutionnelle.

S. O.

SELON LES PROFESSEURS DJENOUHAT ET SANHADJI :

La situation épidémique « n'est pas rassurante »

Les experts du secteur de la Santé sont unanimes à laisser entendre que la situation sanitaire marquée par le Covid-19 en Algérie est loin d'être rassurante.



PH: DR

Alors que les cas de contamination enregistrent ces derniers jours une hausse persistante, ils appellent à mettre en place toutes les dispositions nécessaires afin de faire face à une éventuelle situation d'urgence. C'est le cas du Professeur, Kamel Djenouhat, président de la société algérienne d'immunologie et chef de service du laboratoire central EPH Rouiba. S'exprimant hier sur les ondes de la radio régionale de Sétif, il a, en effet, fait état d'une tendance haussière inquiétante des cas de contamination au Covid-19, relevant que Béjaïa est en tête du classement des wilayas les plus touchées en

ce moment. De ce qui est des hospitalisations, le même professeur a expliqué que plus de 95% de ces cas ne sont pas vaccinés. Il a cité l'exemple de l'EPH de Rouiba qui enregistre 55 malades atteints du Covid dont un seul cas seulement a reçu une seule dose de vaccin, alors que le reste des patients n'est pas vacciné. Pour faire face à une imminente 4e vague de la pandémie, le Pr Djenouhat a révélé que des dispositions ont bel et bien été prises pour ce qui est notamment d'assurer l'oxygène et les moyens logistiques. Le même inter-

venant a insisté dans le même cadre d'idée sur la nécessité d'instaurer le pass-sanitaire pour l'accès dans les endroits fermés, comme cela se fait dans les autres pays du monde.

Il a invité, à la même occasion, les personnes ayant reçu une seule dose de vaccin depuis 3 mois, à se diriger rapidement vers les centres de vaccination afin de bénéficier de la seconde dose. Pour ce qui est de la troisième dose de vaccin, Djanouhat a affirmé que le comité scientifique recommande son administration pour toutes les catégories

sans exception aucune, notant la possibilité de choisir n'importe quel type de vaccin.

« NOUS SOMMES AU DÉBUT DE LA 4ÈME VAGUE ET LE RETOUR AU CONFINEMENT EST POSSIBLE »

Pour sa part, le président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, Kamel Sanhadji, a estimé jeudi que toutes les données scientifiques démontrent que l'Algérie est en plein début d'une quatrième vague du Covid-19. Face à cela, il a déclaré que les citoyens sont face à deux choix, soit se faire vacciner et éviter les conséquences d'une éventuelle contamination, ou se laisser contaminer par un virus mortel.

D'autre part, il a assuré que l'Algérie est prête à faire face à cette quatrième vague et tout à été préparé pour se faire, dont les réserves en oxygène. Toutefois, il n'a pas caché son appréhension face au risque de l'apparition d'un nouveau variant autre que le Delta, dont les caractéristiques ne sont pas connues, ce qui représente selon lui, un véritable danger.

Ania Nch

SNTF

Les trains de nuit reprennent du service sur trois lignes

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) a annoncé la reprise des liaisons des trains de nuit à couchette sur les lignes Alger-Tebessa, Alger-Annaba et Alger-Batna à partir de demain. Dans le cadre de ce programme, la desserte Alger-Tebessa (couchette et places assises) a été programmée tous les dimanche, mardi et jeudi. Le départ aura lieu à 18h40, tandis que l'arrivée est prévue à 06h05. Concernant la liaison Tebessa-Alger, elle a été programmée tous les samedi, lundi et mercredi. Le départ est prévu à 17h30 et l'arrivée à 05h00. Quant à la desserte

Annaba-Alger (couchette et places assises), le départ sera à 19h20 et l'arrivée à 05h45 tous les jours de la semaine, tandis que la liaison Alger-Annaba, le départ est prévu à 20h45 et l'arrivée à 07h05 tous les jours de la semaine. Pour la ligne Alger-Batna, le départ est programmé à 13h45 et l'arrivée à 20h40 tous les jours de la semaine, tandis que la desserte Batna-Alger, le départ est à 22h50 et l'arrivée à 05h30 tous les jours de la semaine avec des places assises uniquement. Pour rappel, les dessertes des lignes Alger-Touggourt et Béchar-Oran ont repris du service dimanche der-

nier. Selon la SNTF, cette mesure vient en application de la décision des hautes autorités au sujet de la reprise graduelle des différents moyens de transport, suite à l'accalmie qu'a connue la situation sanitaire liée à la propagation de la pandémie de Covid-19. Ce programme a été mis en place en coordination avec les secteurs de l'Intérieur et de la Santé en sus de la Gendarmerie nationale en vue d'assurer la sécurité des voyageurs. Le nombre de voyageur à l'intérieur du train a été réduit de 50% avec l'application d'un protocole sanitaire.

Ania Nch.

IL CONSISTE EN DES MÉDICAMENTS ET DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX DESTINÉS AUX VICTIMES DES FEUX DE FORÊT

La Corée fait un don d'une valeur de 180 000 dollars à l'Algérie

Un don d'une valeur de 180 000 dollars comprenant des médicaments et des équipements médicaux destinés aux familles des victimes des feux de forêt ayant frappé plusieurs wilayas du pays l'été dernier, a été remis, par l'ambassadeur de la République de Corée en Algérie, Kim Chang-Mo, au Croissant rouge algérien (CRA). Dans le cadre de l'élan de solidarité avec l'Algérie, suite aux feux

de forêt ravageurs ayant touché plusieurs régions du pays, l'ambassadeur de la République de Corée en Algérie, Kim Chang-Mo et l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) ont remis jeudi, un don d'une valeur de 180 000 dollars au CRA comprenant des médicaments pour le traitement des brûlures, des équipements médicaux tels que des fauteuils roulants et des groupes électrogènes pour

les zones isolées. La cérémonie de remise de ces aides humanitaires s'est déroulée en présence de représentants du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, et du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du Territoire ainsi que de la présidente du CRA, Saïda Benhabib. Ces aides seront distribuées à travers les wilayas touchées par les

incendies, à savoir Tizi-Ouzou, Béjaïa, Sétif, Jijel, Skikda, Souk-Ahras, Oum El-Bouaghi, Khenchela, Bouira, Médéa, El-Tarf et Boumerdès. À cette occasion, l'ambassadeur de la République de Corée a renouvelé ses condoléances aux familles des victimes et exprimé "le vœu que ce soutien puisse refléter la constance de la relation d'amitié et de solidarité entre les deux pays".

R. S.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ 16 individus écroués en fin de semaine à Bouira

Les services de la sécurité, confondus, Gendarmerie nationale et Sûreté nationale de la wilaya de Bouira continuent de serrer l'étau sur les bandes de délinquants à travers les quatre coins de la wilaya. En effet, selon plusieurs communiqués de presse émanant de ses deux services de sécurité, ils sont pas moins de 16 individus dont l'âge varie entre 21 et 44 ans, impliqués dans quatre affaires de trafic de drogue et du vol qui ont été écroués vers la fin de la semaine écoulée. Les deux premières affaires où étaient impliqués quatre individus ont eu lieu dans la localité de Sour El-Ghouzlane. Les éléments de la brigade mobile de police judiciaire relevant de la sûreté de la daïra du même nom ont réussi à mettre la main sur deux individus à bord d'un véhicule touristique qui s'apprêtaient à écouler une quantité importante de psychotropes au centre ville. Les deux délinquants, originaires de la wilaya voisine de M'sila, ont été pris la main dans le sac par les hommes de la sécurité, après leurs fouilles, dans un point de surveillance installé à l'entrée de la ville ils ont découvert une importante quantité de ce poison et une somme d'argent en dinars algériens estimée à 35000 da. Durant la même journée les hommes en bleu ont arrêté deux autres individus qui étaient entrain d'écouler de la drogue dans un quartier de la ville. Ici encore les éléments de la sécurité ont découvert, sur les deux voyous, une quantité de résine de cannabis et une somme d'argent qui serait le revenu de la vente de la drogue. Présenté devant le procureur instructeur près le tribunal local, les quatre délinquants ont été placés sous mandat de dépôt en attendant leur procès. Durant la même période, les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire, relevant de la sûreté de la daïra d'Aïn Bessem, ont arrêté pas moins de huit délinquants, tous des repris de justice, composant une bande de trafic de drogue. Ici les hommes en bleu ont agi suite à des informations qui leur ont été parvenues indiquant que les mis en cause ont élu domicile dans un quartier à la lisière du centre ville où ils vendaient toutes sortes de drogues, résine de cannabis et psychotropes.

Les policiers ont organisé une décente punitive dans cet endroit où ils ont surpris les délinquants entrain d'exécuter leur sale besogne. Après la fouille de ces individus et l'endroit, les policiers ont découvert une quantité de 65 grammes de résine de cannabis et des armes blanches prohibées. Ici encore, après les avoir auditionnés sur procès-verbaux, les mis en cause ont été présentés devant le procureur près le tribunal local qui a ordonné leur placement sous mandat de dépôt en attendant leur jugement. De leur côté, les éléments de la Gendarmerie nationale relevant de la brigade de la daïra de Lakhdaria, et suite à un appel qu'ils ont reçu sur le numéro vert 1055, sont parvenus à mettre hors d'état de nuire, ce jeudi, un groupe de voleurs spécialisé dans le vol de câble en cuivre servant dans le transport de l'électricité et du réseau téléphonique. Selon des sources locales, les individus qui composent cette bande de malfaiteurs ont été arrêtés sur le tronçon de l'autoroute joignant la ville de Lakhdaria et sa voisine Bouira, à bord de deux véhicules, une voiture touristique de marque Scoda et une voiture utilitaire de marque DFM. Les quatre délinquants transportaient une importante quantité de fil d'électricité et celui du téléphone qu'ils venaient de couper en vue de le vendre à des sociétés de transformation de ce matériau. Dans les deux véhicules et sur les quatre individus, les gendarmes ont aussi découvert du matériel qui sert pour couper le fer, plusieurs téléphones cellulaires. Les voleurs ont été encore présentés devant le procureur près le tribunal local qui a ordonné leur incarcération en attendant leur jugement pendant que les deux véhicules utilisés dans le transport des matériaux volés ont été placés à la fourrière.

Omar Soualah

IL REVIENT EN FORCE APRÈS UN PASSAGE À VIDE QUI A TROP DURÉ

Quand Mahrez vole la vedette à Messi, Neymar et Mbappé

La star algérienne Riyad Mahrez a été largement encensée par la presse internationale après son grand retour, mercredi soir, avec son équipe de Manchester City, qui a joué et gagné (2/1) contre le Paris Saint-Germain au stade "Al Ittihad", pour le compte de la cinquième journée de la phase des poules de la Ligue des Champions d'Europe.



Riyad Mahrez a obtenu la meilleure note du match du magazine français L'Equipe, estimée à "8/10". La célèbre publication sportive a qualifié le capitaine des Verts, de «la star qui a fait le show sur le terrain», tellement il était dangereux à chaque fois.

Selon toujours cette source, Mahrez a mis le feu dans la défense parisienne et son gardien Keylor Navas à chaque fois qu'il touche le ballon.

Dans le même temps, la légende du football argentin Lionel Messi a reçu la note la plus faible dans le match "4/10", car il n'a pas touché beaucoup de ballons et a été isolé grâce à la bonne organisation sur le terrain des joueurs de Manchester City. Le journal a estimé que le détenteur de « six ballons d'or » devait être la clé du jeu parisien, car tous les espoirs étaient placés sur lui par les supporters du Paris Saint-Germain.

Riyad Mahrez a également été élu meilleur joueur du match par le site

"Foot Mercato", qui lui a attribué la note de "7,5". Ce site français l'a décrit comme un cauchemar qui a effrayé les défenseurs parisiens avec ses tentatives et ses centres dangereux. Il s'est illustré distingué défensivement devant le dangereux trio Messi, Kylian Mbappe et Neymar da Silva.

Riyad Mahrez a une statistique remarquable en Ligue des champions cette saison. Il est le joueur qui a le plus tiré au but à 23 reprises, conjointement avec l'attaquant du Real Madrid Karim Benzema et l'attaquant de l'Inter Milan Lautaro Martinez. Il est également classé premier dans les tirs cadrés (13 fois), conjointement avec l'attaquant du Bayern Munich

Robert Lewandowski et l'attaquant ivoirien Sebastian Haller de l'Ajazz, qui sont jusqu'à présent les meilleurs buteurs de la compétition avec 9 réalisations.

Il faut dire que la belle prestation de l'ailier algérien contre le PSG est tombée au bon moment pour lui éviter d'être gagné par le doute en raison de la petite forme qu'il affiche depuis quelques temps, aussi bien en sélection qu'en club. Cela devrait, du reste, le motiver pour revenir en force, surtout en prévision de la CAN-2022 qui approche à grands pas, et ce, au grand bonheur de l'entraîneur national, Djamel Belmadi, qui fait une confiance aveugle à Mahrez.

Hakim S.

AMARA CHARAF-EDDINE, PRÉSIDENT DE LA FAF :

«Le stage pré-compétitif des Verts aura lieu au Qatar»

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF) Amara Charaf-Eddine, a confirmé vendredi le choix du Qatar, pour le déroulement du stage pré-compétitif de l'équipe nationale, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 au Cameroun (reportée à 2022, ndlr) du 9 janvier au 6 février. "Nous allons commencer par un stage pré-compétitif au Qatar, avec au menu deux matchs amicaux contre des adversaires africains, dont je préfère taire les noms actuellement, avant de s'envoler ensuite directement pour Douala", a indiqué le patron de la FAF sur les ondes de la radio nationale, confirmant ainsi l'information rapportée vendredi dernier par l'APS.

L'Algérie, tenante du trophée, évoluera dans le groupe E, en compagnie de la Sierra Leone, la Guinée équatoriale, et la Côte d'Ivoire. Les "Verts" entameront la défense de leur titre, le mardi 11 janvier 2022, en affrontant la

Sierra Leone, au stade de Japoma à Douala (14h00, algériennes), avant de défier la Guinée équatoriale, le dimanche 16 janvier 2022 à Douala (20h00), puis la Côte d'Ivoire, le jeudi 20 janvier 2022, sur le même stade (17h00).

"Notre principal objectif est de préserver notre titre. Nous sommes préparés à cet objectif, nous sommes conscients que nous serons attendus au tournant par nos adversaires", a-t-il ajouté. Interrogé sur sa relation avec le sélectionneur national Djamel Belmadi, le président de la FAF a tenu à clarifier la situation. "J'entretiens d'excellentes relations avec Djamel Belmadi. Nous travaillons pour le même objectif, nous avons une sélection qu'il faudra encourager pour atteindre ses objectifs". La première étape de préparation des "Verts", sera entamée durant la troisième semaine du mois de décembre au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, et qui

concerne dans un premier temps, les joueurs qui évoluent dans les championnats européens, dont la trêve hivernale est prévue à partir

du 20 décembre. L'effectif des champions d'Afrique, appelé à prendre part à la CAN-2021, sera au grand complet à partir du 27 décembre prochain.

MONDIAL 2022 (ZONE AFRIQUE)

Les barrages se joueront en deux manches, tirage attendu en janvier

Le Bureau exécutif de la Confédération africaine de football (CAF), réuni jeudi au Caire (Egypte), a maintenu les barrages qualificatifs à la Coupe du monde 2022 au Qatar, sous une formule en aller et retour, rapportent les médias locaux vendredi. Le tirage au sort, quant à lui, aura lieu entre les 22 et 26 janvier 2022, soit durant la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021 (reportée à 2022) au Cameroun (9 janvier - 6 février). Le COMEX a également pris la décision d'utiliser la VAR (assistance vidéo à l'arbitrage) en barrages. Ainsi, l'ensemble des dix pays qualifiés pour ce dernier tour qualificatif, devront assurer cette technologie au niveau de leurs stades respectifs. La CAF a précisé que les dix équipes qualifiées pour les barrages, seront réparties selon le dernier classement de la Fédération internationale (Fifa), dévoilé vendredi dernier par l'instance internationale. Ainsi, le chapeau 1 est composé du Sénégal, de la Tunisie, de l'Algérie, du Nigeria, et du Maroc, alors que le chapeau 2 comprend l'Egypte, la RD Congo, le Ghana, le Cameroun, et le Mali. La double confrontation (aller-retour) se jouera en mars 2022.

**S
T
R
O
P
S**

PSG

Leonardo dément tout contact avec Zidane

Le directeur sportif du Paris SG Leonardo a conforté vendredi auprès de l'AFP l'entraîneur Mauricio Pochettino "qui n'a jamais demandé à partir", et affirmé n'avoir eu "aucun contact" avec Zinedine Zidane, évoqué comme possible remplaçant de l'Argentin.

« Je pense qu'il est important de clarifier la situation étant donné la quantité de fausses informations qui circulent. Mauricio Pochettino est sous contrat avec le club jusqu'en 2023. On n'a pas envie que Pochettino parte. Il n'a jamais demandé à partir et aucun club ne nous a contacté par rapport à lui », a déclaré le dirigeant, en réponse aux rumeurs envoyant "Poche" à Manchester United. "On a beaucoup de respect pour Zinedine Zidane, ce qu'il a fait comme joueur et entraîneur, mais je peux vous affirmer très clairement qu'il n'y a aucun contact et qu'aucune rencontre avec lui n'a eu lieu", a-t-il poursuivi, pour démentir des informations de presse en ce sens. Le quotidien Le Parisien a fait sa "une" vendredi sur une "rencontre secrète" entre la direction du

Ph: DR



PSG et Zidane, en affirmant que des négociations ont été entamées "depuis plusieurs semaines" entre eux. Le journal évoque un rendez-vous avec "Zizou" début novembre au Royal Monceau, un palace parisien, à laquelle aurait assisté, "au moins", Leonardo et Jean-Claude Blanc, le directeur général du club. "C'est ridicule d'imaginer qu'une rencontre avec Zinedine Zidane aurait pu avoir lieu dans un grand hôtel, à Paris, aux yeux de tout le monde", a déclaré Leonardo. La rumeur Zidane a pris de l'ampleur ces derniers jours, pendant qu'enflait celle d'un départ de Pochettino vers l'Angleterre.

POCHETTINO "HEUREUX" À PARIS

Selon la presse britannique, Manchester United, en quête d'un manager après le limogeage d'Ole Gunnar Solskjaer dimanche dernier, apprécie le profil de l'Argentin, qui connaît bien la Premier League pour avoir entraîné Southampton et Tottenham. Vendredi, les "Red Devils"

semblaient avoir jeté leur dévolu sur l'Allemand Ralf Rangnick, pour assurer l'intérim jusqu'à la fin de saison, selon l'agence sportive allemande SID, filiale de l'AFP. Mardi, à la veille du match de Ligue des champions entre Manchester City et le PSG (perdu 2-1), "Poche" a démenti en bloc l'intérêt supposé des "Red Devils". "Je vous le dis à tous. Mon contrat court jusqu'en 2023. Je suis très heureux au Paris Saint-Germain, c'est un fait", a-t-il déclaré en conférence de presse.

"Je ne suis pas un enfant. J'ai passé toute ma vie à jouer au football. Cela fait plus de douze ans que j'entraîne. Il y a des rumeurs dans notre milieu. Je comprends très bien ce qu'il se passe, parfois d'une manière positive, parfois négative. Je ne me laisse pas distraire. Les rumeurs sont là, il faut vivre avec", a-t-il insisté. Le PSG se déplace dimanche (13h00) sur le terrain de Saint-Etienne, pour le compte de la 15e journée de Ligue 1.

SERIE A (14E JOURNÉE)

Séquence nostalgie à Naples

Le passé s'invite à Naples dimanche, avec un hommage à Diego Maradona, dont le visage ornera de nouveau les maillots du Napoli, en prélude aux retrouvailles avec Maurizio Sarri. L'entraîneur des belles années 2015-2018 revient avec la Lazio de Rome défier le leader napolitain, en dépit de sa première défaite chez l'Inter Milan (3-2) dimanche. Naples veut rebondir après avoir perdu à San Siro de la confiance et deux joueurs clés du début de saison : le milieu camerounais André Zambo Anguissa (adducteurs) et

surtout le buteur nigérian Victor Osimhen, opéré de multiples fractures au visage et forfait trois mois. L'AC Milan, co-leader avec Naples et requinqué mercredi par sa victoire européenne sur le terrain de l'Atlético de Madrid (1-0), accueillera de son côté Sassuolo (13e) pour également effacer la première défaite en championnat, concédée chez la Fiorentina (4-3). A Turin, la Juventus (8e), toujours plus fragile, va accueillir l'Atalanta Bergame (4e), après la gifflée subie à Chelsea (4-0) en C1. Au fond du classement, Salernitana, lanterne

rouge, va disputer vendredi un match capital contre Cagliari, 19e. Pour le vaincu du soir, les espoirs de maintien en prendront un grand coup.

Le programme :

Vendredi 26 novembre

Cagliari - Salernitana

Samedi 27 novembre

Empoli - Fiorentina

Sampdoria - Hellas Vérone

Juventus - Atalanta

Venise - Inter Milan

Dimanche 28 novembre

Udinese - Genoa

AC Milan - Sassuolo

Spezia - Bologne

AS Rome - Torino

Naples - Lazio Rome.

PREMIER LEAGUE (13E JOURNÉE)

Manchester United sur la pointe des pieds

Si la qualification en huitièmes de finale de C1, mardi, a ramené quelques sourires sur les visages à Manchester United, la perspective d'aller défier le leader Chelsea, dimanche a de quoi intimider les Red Devils. Impériaux mardi contre la Juventus de Turin (4-0), les Blues ont affiché une forme insolente qui rend cette affiche, alléchante sur le papier, très déséquilibrée. Les Red Devils, seulement huitièmes de Premier League, ont pourtant bien besoin de revenir avec des points de Stamford Bridge. Mais avec trois unités d'avance seulement sur Manchester City (2e), Chelsea ne peut se permettre le moindre faux pas. D'autant que d'autres équipes du haut du tableau ont des matches abordables, à l'image d'Arsenal qui accueille la lanterne rouge Newcastle, samedi ou de Liverpool (3e) qui reçoit Southampton. L'autre belle affiche du dimanche sera le match entre

City de Ryad Mahrez et West Ham (4e) de Said Benrahma. Très bons contre le Paris SG mercredi (victoire 2-1), les hommes de Pep Guardiola voudront mettre la pression sur Chelsea et prendre leurs distances avec des Hammers surpris par Wolverhampton (1-0) la semaine dernière.

Programme de la 13e journée:

Samedi 27 novembre

Arsenal - Newcastle

Crystal Palace - Aston Villa

Norwich City - Wolverhampton

Liverpool - Southampton

Brighton - Leeds United

Dimanche 28 novembre

Brentford - Everton

Burnley - Tottenham

Leicester - Watford

Manchester City - West Ham

Chelsea - Manchester United.

BUNDESLIGA (13E JOURNÉE)

Le Bayern tousse, Dortmund pleure

Le Bayern Munich, qui reçoit le relégable Bielefeld samedi, aurait dû envisager son match sans inquiétudes pour sa première place en Bundesliga, mais le Covid-19 est passé par là. Joshua Kimmich et Eric-Maxim Choupo-Moting ont été testés positifs au coronavirus mercredi, suite d'une mini-crise qui a amené l'institution bavaroise à sanctionner les joueurs réfractaires à la vaccination, placés en quarantaine. L'afiche la plus intéressante sportivement en Allemagne opposera deux déceptions de la C1 : le Borussia Dortmund, tout juste condamné à la Ligue Europa après sa défaite éliminatoire contre le Sporting à Lisbonne (3-1), et Wolfsburg, dernier de son groupe après sa défaite à Séville (2-0). Toujours privés de leur buteur vedette Erling Haaland, les Jaune et Noir ont la possibilité de prendre les commandes de la Bundesliga si le Bayern trébuche.

Le programme de la 13e journée:

Vendredi 26 novembre

Stuttgart - Mayence

Samedi 27 novembre

FC Cologne - Mönchengladbach

Hertha Berlin - Augsburg

Wolfsburg - Dortmund

Bochum - Fribourg

Fürth - Hoffenheim

Bayern Munich - Bielefeld

Dimanche 28 novembre

Eintracht Francfort - Union Berlin

RB Leipzig - Bayer Leverkusen .

BORUSSIA DORTMUND

Haaland de retour après plus d'un mois d'arrêt

L'international norvégien de Dortmund (Bundesliga), Erling Haaland sera de retour dans le groupe, samedi à Wolfsburg en championnat, après cinq semaines pour blessure, a annoncé l'entraîneur Marco Rose vendredi. "Il sera dans le bus. Il se sent bien, mais il ne fera au maximum qu'une courte entrée en jeu", a affirmé Rose. Si le prodige Norvégien de 21 ans récupère assez vite, le coach espère pouvoir compter sur lui le 4 décembre pour la réception du Bayern Munich, le "Klassiker" de Bundesliga. Après 12 journées, les Bavares n'ont actuellement qu'un point d'avance sur Dortmund en tête du classement. Haaland, qui a marqué 70 buts en 72 matches au total avec Dortmund, avait démarré la saison sur les chapeaux de roues avec neuf buts en six rencontres de championnat. Il a été stoppé net par une blessure musculaire à la cuisse, qui lui a également fait manquer les dernières qualifications du Mondial où, sans lui, la Norvège a été éliminée.

LIGA (15E JOURNÉE)

Choc Real-Séville

Match de haute volée ce week-end en Espagne : le Real Madrid, leader de Liga (30 points), va débiter son terrible dernier mois de compétition de l'année 2021 avec la réception du 3e, le Séville FC (28 pts), dimanche à 21h00. Les deux équipes sont sorties victorieuses de leurs matches de C1 cette semaine, respectivement contre le Sheriff à Tiraspol (3-0) et contre Wolfsburg en Andalousie (2-0), et arrivent en forme à ce duel au sommet. L'autre affiche du week-end en Liga sera l'opposition samedi soir entre le Villarreal d'Unai Emery, défait 2-0 par Manchester United mardi, et le Barça de Xavi, accroché 0-0 par Benfica le même jour au Camp Nou. A noter également, le déplacement de l'Atlético de Madrid, champion en titre, dimanche à Cadix, et celui de l'actuel 2e du championnat, la Real Sociedad, quelques heures avant, sur le terrain de l'Espanyol Barcelone.

Programme de la 15e journée:

Vendredi 26 novembre

Athletic Bilbao - Grenade

Samedi 27 novembre

Alavés - Celta Vigo

Valence - Rayo Vallecano

Majorque - Getafe

Villarreal - FC Barcelone

Dimanche 28 novembre

Betis Séville - Levante

Espanyol Barcelone - Real Sociedad

Cadix - Atlético Madrid

Real Madrid - Séville FC

Lundi 29 novembre

Osasuna - Elche.

TIZI-OUZOU. VIOLENCES CONTRE LES FEMMES

Plus de 80 cas enregistrés depuis janvier 2021

Un total de 88 cas de violences faites aux femmes ont été enregistrés entre janvier et octobre derniers à Tizi Ouzou par les services de police, a-t-on appris mercredi auprès de la sûreté de wilaya.

Selon la chargée de communication de cette institution sécuritaire, le commissaire de police, Djamilia Temmar, sur ces 88 cas, la forme de violence contre les femmes la plus dominante est les coups et blessures volontaires signalés dans 75 cas. Le mauvais traitement et l'harcèlement sur la voie publique arrivent en seconde position avec 5 cas pour chacune de ces formes de violence, suivent les insultes et menaces (2 cas), le viol (1) le harcèlement sexuel (1), selon ce bilan communiqué à l'APS à la veille de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (25 novembre de chaque année). Vingt-six époux sont impliqués dans ces violences, selon la chargée de communication qui a fait savoir, que suite au traitement de ces affaires par les services de la police, 5 personnes présumées auteurs de ces violences ont été placées sous mandat de dépôt, 6 autres ont été citées à comparaître alors que 75 dossiers judiciaires ont été transmis aux instances juridiques compétentes. En 2020 le nombre de cas de violence contre les femmes était de 117 dont 100 cas de coups et blessures



volontaires, 2 viols et 12 cas de mauvais traitements, entre autres. "Pour faire face à ce phénomène et protéger et accompagner les femmes victimes de violences, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) organise régulièrement des sessions de formation sur les mécanismes de protection de cette frange de la société, au profit de ses cadres" a signalé le commissaire Temmar. Ces formations visent à renforcer les connaissances, dans divers

domaines, des cadres de la police en charge de ces affaires pour améliorer continuellement l'accueil et la prise en charge des femmes victimes de violences. "Ces formations permettent aussi de s'enquérir des différents mécanismes pour lutter contre les violences faites aux femmes, des mesures à prendre pour traiter ces cas, outre les moyens de leur assurer un accompagnement", a précisé la chargée de communication.

GUELMA. RÉSEAU ÉLECTRIQUE

Lancement du raccordement de 268 exploitations agricoles

La direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Guelma a lancé plusieurs opérations pour le raccordement de 268 exploitations agricoles au réseau électrique, a-t-on appris mercredi du directeur de la Concession locale de distribution de l'électricité et du gaz. Les opérations de raccordement de ces exploitations agricoles s'inscrivent dans le cadre du programme de raccordement à l'énergie électrique des périmètres agricoles, a précisé Mohamed Belarbi au cours d'une session de formation destinée aux journalistes et correspondants de presse sur le métier de distribution de l'électricité et du gaz, organisée au centre culturel islamique Mebarek Boulouh au centre-ville. Selon le même responsable, 264 exploitations agricoles sur le total des exploitations agricoles programmées pour un raccordement à l'électricité, font partie de la tranche concernant les périmètres agricoles financés par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, précisant que tous les projets destinés au profit de ces exploitations ont été lancés avec des taux d'avancement "variés". Il a précisé que sur le total des opérations destinées au raccordement des exploitations agricoles sous l'égide du ministère de l'Agriculture et

du Développement rural, 80 opérations sont actuellement achevées et en phase de préparation en vue de leur mise en service, ajoutant que 184 opérations sont encore en cours de réalisation. Selon la même source, 4 autres opérations du programme en cours pour le raccordement des exploitations agricoles à l'électricité concernent des exploitations agricoles privées, soutenant que trois opérations ont été achevées et mises en service, alors que la quatrième opération a été annulée pour des raisons administratives. Pour sa part, le responsable de la communication de la direction générale

de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz, Khalil Hodna, a évoqué au cours de cette session de formation, le bilan des agressions ciblant les réseaux d'électricité et de gaz à travers le pays, rappelant que le nombre des agressions enregistrées durant la période écoulée de l'année 2021 a atteint 9.744 agressions ayant causé d'importants dégâts. Le nombre des affaires traduites aux instances judiciaires pour diverses formes d'agressions sur les réseaux d'électricité et de gaz a atteint durant les trois dernières années les 16.186 affaires dont un grand nombre d'affaires est toujours

en justice, a-t-il indiqué, ajoutant que la Société a procédé à des régularisations à l'amiable d'un grand nombre d'affaires d'agression sur les réseaux d'électricité et de gaz sans faire recours à la justice. Ont pris part à cette session de formation des représentants de la presse écrite et audiovisuelle activant dans la wilaya de Guelma, lesquels ont salué cette initiative qui leur a permis de connaître les différentes activités et missions de la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz et de se familiariser aussi avec la terminologie et les concepts utilisés en matière d'information.

MOSTAGANEM. COVID-19

Réactivation du plan de wilaya de vaccination

Les services de santé de la wilaya de Mostaganem ont procédé à la réactivation du plan de wilaya de vaccination contre la Covid-19, a-t-on appris mercredi du directeur local du secteur Toufik Mohamed Khelil. La réactivation du plan de santé, a déclaré à l'APS M. Khelil, vient en exécution des décisions de la commission de wilaya chargée du suivi et de la protection contre la Covid-19 et après le recul enregistré par les citoyens devant recevoir les deux doses du vaccin. Pour faire face éventuellement à la quatrième (4e) vague, les services de santé ont réservé six (6) cliniques médicales mobiles qui procéderont, dans la période allant du 21 novembre en cours au 9 décembre prochain, à 54 sorties sur site pour faire vacciner les citoyens contre la Covid-19 au niveau de 31 communes, a-t-il ajouté. Abordant l'état d'avancement de la vaccination, la même source a fait savoir que plus de 129.000 personnes de la wilaya de Mostaganem ont reçu la 1ère dose de vaccin pour l'heure, contre 107.000 personnes ayant reçu les deux doses de vaccin, ce qui représente 80 % des vaccinés. Le taux de vaccination dans la wilaya a atteint 29 % du total de la population ciblée, estimée à 440.000, a indiqué M. Khelil, qui a assuré que les établissements de santé disposent actuellement d'un stock de plus de 100.000 doses de différentes marques de vaccins contre le Covid-19.

BLIDA. AGRICULTURE

Engouement pour le programme d'intégration des engrais écologiques

L'expérience de substitution des engrais écologiques aux engrais chimiques en recourant au Mycorhize endémique (champignon agissant comme engrais biologique) lancée il y a deux mois par la Chambre d'agriculture de la wilaya de Blida en coordination avec l'université Saad Dahleb enregistre un engouement de la part des agriculteurs. Plus de 20 agriculteurs ont manifesté leur intérêt pour adhérer à cette expérience qui s'inscrit dans le cadre du programme d'intégration des Mycorhizes endémiques dans l'agriculture, lancée par les services de la Chambre d'agriculture à la faveur d'un accord de coopération avec l'université de Blida 1 Saâd Dahlab, a indiqué à l'APS le directeur de la Chambre, Maamar Abri. Les mycorhizes forment un réseau de filament (réseaux de mécylium) autour des racines des plantes hôtes permettant notamment le développement du système racinaire pour une meilleure croissance de la plante. L'accord prévoit l'octroi aux agriculteurs d'engrais biologiques développés dans les laboratoires universitaires, dans le cadre d'un projet de recherche algéro-canadien visant à développer le secteur agricole. "Cet engrais naturel permet aux agriculteurs de se passer d'engrais chimiques et de les remplacer par des engrais écologiques", a expliqué le directeur de la Chambre d'agriculture de la wilaya de Blida. Outre l'octroi des engrais et d'équipements et outils nécessaires aux agriculteurs adhérents au dit programme, ces derniers (agriculteurs) reçoivent également diverses explications et informations sur ce produit, fournies par les chercheurs de l'université, pour évaluer son efficacité, a indiqué Maamar Abri. Pour rappel, l'université Saâd Dahlab a conclu, en 2019, un accord de partenariat avec la partie canadienne pour développer des engrais naturels, en vue de leur exploitation en agriculture, sur une période de quatre ans. Ces engrais ont été développés, durant les deux premières années de l'accord, avant leur entrée en phase d'expérimentation actuellement.

SKIKDA. OLIVES

Récolte prévisionnelle de plus de 250.000 quintaux

Une production de 253.000 quintaux d'olives est attendue dans la wilaya de Skikda au titre de la campagne de récolte de la saison agricole 2020/2021 qui a été lancée il y a quelques jours, a indiqué mercredi le chargé de la communication de la direction des services agricoles (DSA). Cette campagne concernera 12.617 ha sur une aire totale de 16.000 ha consacrés à l'oléiculture, selon Rabah Messikh qui a précisé que la différence entre la surface ciblée et celle cultivée est constituée de jeunes vergers. L'olivieraie de la wilaya de Skikda a connu un "bond considérable" en termes de croissance, estimé à 241 % par rapport à l'an 2000 où elle occupait une superficie de 4.700 ha, a-t-on fait savoir. La DSA prévoit ainsi un rendement moyen à l'hectare estimé à 20 quintaux, a noté M. Messikh qui a qualifié "d'excellente" la production attendue cette saison qui excédera de près de 40.000 quintaux d'olives celle de l'année précédente qui était de 214.000 quintaux. Concernant la production d'huile d'olive, les services de la DSA prévoient l'extraction de 45.400 hectolitres avec un rendement de 20 litres par quintal contre 42.900 hectolitres l'année passée, selon la même source qui a noté que la wilaya de Skikda compte 77 huileries, dont 13 modernes réalisées dans le cadre des programmes d'aide publique, est-il indiqué.

CONSTANTINE. DÉPISTAGE PRÉCOCE DU CANCER DE LA PROSTATE

Lancement d'une campagne de sensibilisation

Une campagne de sensibilisation sur le dépistage précoce du cancer de la prostate a été lancée à Constantine, à l'initiative d'un cabinet d'urologie en coordination avec l'association nationale "Najda" et la direction locale des affaires religieuses et des wakfs.

"Le cancer de la prostate est le plus fréquent, par son incidence dans le monde parmi la catégorie masculine âgée entre 50 et 75 ans et le dépistage précoce ainsi que le traitement à temps permettent de sauver des vies", a précisé à l'APS, Dr. Tarek Rouag, urologue et initiateur de cette campagne, œuvrant, dit-il, en collaboration avec le bureau local de l'association Najda et la direction locale des affaires religieuses et des wakfs pour "mieux véhiculer le message". Dr. Rouag a détaillé que chaque vendredi, de ce mois de novembre, une équipe de médecins spécialistes cible une mosquée pour sensibiliser la catégorie masculine quant à l'importance d'effectuer, à partir de 50 ans, les examens médicaux nécessaires pour dépister le cancer de la prostate. "Nous avons entamé la campagne depuis la mosquée de l'Emir Abdelkader, où les praticiens ont abordé avec les fidèles le cancer de la prostate, sa fréquence et l'impact des examens précoces pour une prise en charge à temps et efficace offrant de meilleures chances de guérison", a-t-il soutenu, détaillant que la campagne de sensibilisation a été reconduite vendredi dernier au niveau de la mosquée Ibn Al Arabi, à la cité des palmiers, et ciblera les fidèles de l'une des mosquées de la commune de Hamma Bouziane vendredi prochain. Le praticien



a relevé que l'année passée, il avait lancé une campagne de sensibilisation sur le dépistage précoce du cancer de la prostate au niveau de son cabinet, offrant chaque samedi du mois de novembre un examen clinique et un test PSA (antigène prostatique spécifique) gratuit à tout homme âgé de plus de 50 ans. De son côté, le président de l'association nationale "Najda" de l'humanité, Dr. Mohamed Gherbi a indiqué que l'association qu'il préside a élaboré un vaste programme national de sensibilisation au dépistage précoce du cancer de la prostate tout au long du mois de novembre, attestant que l'opération se poursuit dans de bonnes conditions notamment à Constantine, Touggourt, Jijel et Oum El-Bouaghi. Le praticien, gynécologue de formation a, dans ce sens, ajouté que la campagne vise non seulement de parler de l'importance du dépistage précoce du cancer de la prostate mais ambitionne "d'ancrer

dans les esprits que le mois de novembre est dédié à la santé masculine, appelé novembre bleu à l'instar d'octobre rose". Dr. Gherbi a aussi relevé que l'association Najda a combiné ses efforts avec Dr. Rouag en lançant sur le terrain un programme de sensibilisation visant la catégorie masculine, affirmant que l'association encourage toute initiative et adhère à toute action susceptible d'améliorer la prévention et de développer le dépistage des pathologies. Le praticien a, en outre, évoqué les médias et le potentiel dont ils disposent pour stimuler les efforts des parties prenantes dans ces campagnes de sensibilisation, soulignant que l'association œuvre, à travers les interventions de ses membres sur les ondes des radios locales, les réseaux sociaux et autres supports médiatiques à communiquer, sensibiliser et informer sur diverses maladies.

SÉTIF. EDUCATION

300 millions de DA pour renforcer le transport scolaire

Un investissement public de l'ordre de 300 millions DA a été consacré pour renforcer le transport scolaire dans la wilaya de Sétif, à travers l'ensemble des communes, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. L'opération vise à soutenir et améliorer les services en matière de transport scolaire dans toutes les régions de la wilaya, en particulier les zones reculées et isolées, dans le but de garantir les meilleures conditions de scolarisation des élèves et lutter contre la déperdition scolaire due à l'éloignement des établissements notamment, ont précisé les services de la wilaya. A cet effet, un montant de 150 millions de DA a été alloué sur budget de la wilaya, tandis qu'une autre somme identique a été puisée sur le budget communal pour la concrétisation de cette opération, à laquelle les autorités accordent une grande importance en raison de son impact positif en faveur des élèves, notamment pendant l'hiver et dans les zones à relief difficile, ont affirmé les mêmes services. D'autre part, 63

chauffeurs de bus de transport scolaire ont été mobilisés cette semaine au profit de 44 communes, dans un souci de mieux prendre en charge cette frange de scolarisés, tout en contribuant à améliorer leurs conditions de transport, de restauration et de chauffage et autres, a-t-on fait savoir. Cela, en plus de l'ouverture de 162 nouvelles lignes de transport afin de renforcer le transport scolaire et alléger la souffrance des élèves des régions éloignées,

a-t-on souligné. Selon les mêmes services, les pouvoirs publics de la wilaya accordent une grande importance à l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves des zones d'ombre et œuvrent à leur offrir tous les moyens matériels et humains à travers l'ensemble des établissements scolaires, en application des instructions des hautes autorités du pays en vue de la prise en charge de cette catégorie. L'accent a été mis aussi, à cette occa-

sion, sur l'importance de l'aspect humain dans la prise en charge des élèves du même secteur, en plaçant l'intérêt de l'élève avant tout, en plus du volet solidarité entre établissements afin de pallier les lacunes signalées dans ce domaine, a-t-on ajouté. Pour rappel, la wilaya de Sétif dispose de 895 bus de transport scolaire, dont 324 relèvent des communes et 571 ont fait l'objet d'une location, selon les données de la direction locale de l'éducation.

ORAN. RÉSEAU DE GAZ NATUREL

Lancement des travaux de rénovation de plus de 21 800 mètres

Des travaux de réaménagement de 21 832 mètres du réseau d'alimentation en gaz naturel ont été lancés dernièrement à Oran, a-t-on appris mercredi auprès de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de Sonelgaz d'Oran (SDO). Cette opération dotée d'une enveloppe de 125 millions DA porte sur la rénovation de 21 832 mètres de réseau de distribution en acier et cuivre par des conduites en polyéthylène, en plus de la modernisation de 1 768 mètres raccordés au réseau de gaz naturel, selon un communiqué de la SDO. Les travaux permettront le renouvellement du réseau endommagé par les forages anarchiques opérés par des engins ayant causé des perturbations dans l'approvisionnement en gaz, nécessitant ainsi des travaux de maintenance et de réparation des pannes, a-t-on souligné. La direction de la SDO d'Oran impute "l'entière responsabilité" aux entreprises qui effectuent des travaux sans consulter leurs services compétents. À noter que la direction de la SDO couvre les communes du chef-lieu de wilaya et de Bir El-Djir, alors que la direction de la SDO d'Es-Sénia couvre les 24 communes restantes de la wilaya.

BATNA. PARC NATIONAL

BELEZMA

Déterminer la répartition géographique de l'érable de Montpellier

Des sorties scientifiques pour déterminer la répartition géographique de l'érable de Montpellier sont programmées dans le parc national Belezma, situé à 7 km au Nord-ouest de la ville de Batna, a-t-on appris mercredi auprès des services de cette réserve naturelle. L'initiative qui s'inscrit dans le cadre de la coopération scientifique avec l'institut des sciences vétérinaires et agronomiques de l'université Batna-1 vise à actualiser les données sur cette espèce d'arbre, en connaître sa répartition géographique réelle au sein du parc et en valoriser les ressources, a déclaré à l'APS le directeur du parc, Mohamed-Lamine Dehimi. La première sortie a été effectuée mi-novembre courant dans le secteur de la conservation d'Oued El-Ma du parc Belezma par des éléments de ce secteur et un groupe de chercheurs, a précisé le même responsable qui a indiqué que d'autres sorties seront aussi menées pour toucher l'ensemble du parc. Le choix de cette période automnale de l'année durant laquelle le feuillage de l'érable de Montpellier prend des tons de couleur orange, avant de jaunir et tomber, est propice pour repérer cet arbre par les spécialistes, a précisé le même cadre. Les coordonnées GPS des sites d'emplacement de cet arbre seront à chaque fois enregistrées de sorte à les insérer, à terme, sur la carte de la végétation du parc, a-t-il dit. Une opération similaire concernera prochainement le pistachier de l'Atlas avant de tracer des programmes de protection et d'extension des aires de croissance de ces deux essences, a assuré la même source.

MASCARA. CROISSANT ROUGE

ALGÉRIEN

Don de 50 chauffages à des écoles des zones d'ombre

Le comité de wilaya du Croissant rouge Algérien (CRA) de Mascara a fait don de 50 chauffages à des écoles primaires situées dans les zones d'ombre, a-t-on appris mercredi du président du comité, Benali Derir. Cette opération a eu lieu en début de semaine courante en collaboration avec les services de la wilaya de Mascara au profit de zones relevant des dairas d'Aïn Fekkane, El-Bordj, Aïn Farès, Oggaz et Aouf pour doter les écoles primaires qui accusent un manque en matière de chauffage, a-t-il indiqué, soulignant qu'elle se poursuivra pour toucher d'autres selon le besoin dans les prochaines semaines, dans le but de contribuer à l'amélioration des conditions de scolarité, surtout dans les zones d'ombre. Le comité de wilaya du CRA a distribué, au mois de décembre 2020 en collaboration avec les services de la wilaya et de bienfaiteurs, 233 chauffages fonctionnant au gaz naturel et 18 autres au mazout, a-t-on rappelé. La wilaya de Mascara a réservé en octobre dernier une enveloppe de 50 millions DA du budget de la wilaya de l'exercice 2021 pour la prise en charge des travaux de chaufferie au niveau de 26 écoles primaires réparties à travers des zones d'ombre de 16 communes pour les raccorder au réseau de gaz naturel, ainsi que l'acquisition et l'installation de citernes de gaz propane, a-t-on fait savoir.

NOUVEAU VARIANT DU COVID-19

Le monde se ferme à l'Afrique du Sud

Un nouveau variant du Covid-19 en Afrique du Sud et les frontières se referment: plusieurs pays européens ont décidé vendredi de suspendre les vols en provenance d'Afrique australe, d'autres nations, comme le Japon instaurant une quarantaine.

Potentiellement très contagieux et aux mutations multiples, la détection de ce nouveau variant du Covid-19 a été annoncée jeudi en Afrique du Sud. En dépit des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui a déconseillé de prendre des mesures de restriction aux voyages, la Grande-Bretagne, la France et les Pays-bas ont interdit les vols en provenance d'Afrique du Sud et cinq pays voisins à compter de vendredi midi. Des décisions jugées "hâtives" par le gouvernement sud-africain, et qui constituent un nouveau coup dur pour le tourisme, juste avant l'été austral quand les parcs animaliers et hôtels font normalement le plein. "Notre préoccupation immédiate est le préjudice que cette décision va causer aux industries du tourisme et aux entreprises", a expliqué la ministre sud-africaine des Affaires étrangères Naledi Pandor dans un communiqué. La Commission européenne doit proposer dans l'après-midi aux Etats membres d'activer le frein d'urgence pour interrompre les voyages aériens en provenance de l'Afrique australe.

CHUTE DES BOURSES MONDIALES

Des équipes européennes de l'United Rugby Championship veulent quitter l'Afrique du Sud, où elles devaient disputer la 6e journée du championnat qui réunit des clubs écossais, gallois, italiens, irlandais et sud-africains. Et une quinzaine de joueurs britanniques et irlandais ont déclaré forfait pour la suite de l'Open de Johannesburg, comptant pour le circuit européen de golf, qui a débuté jeudi. Les craintes liées à ce nouveau variant, décelé à un moment où les restrictions sanitaires suscitent des tensions sociales et où la défiance envers la vaccination persiste, ont fait chuter les prix du pétrole et entraîné de fortes baisses des bourses mondiales. Tokyo perdait 2,53% à la clôture et Francfort et Londres plus de 3% à l'ouverture. L'indice vedette CAC 40 de la Bourse de Paris reculait de 3,33% à 11h10



Ph. DR

Il faudra "plusieurs semaines" pour comprendre le niveau de transmissibilité et de virulence du nouveau variant détecté en Afrique du Sud et nommé B.1.1.529, a indiqué un porte-parole de l'OMS

GMT. L'Italie a déjà interdit vendredi son territoire à toute personne ayant séjourné en Afrique australe "au cours des 14 derniers jours". En Asie, Singapour a annoncé une interdiction similaire à compter de dimanche, sauf pour ses ressortissants et résidents. En Allemagne, où la barre des 100.000 décès imputés au Covid-19 a été franchie jeudi, seuls les citoyens allemands seront autorisés à rentrer d'Afrique du Sud à partir de vendredi soir, et à condition de respecter une quarantaine de 14 jours, même s'ils sont vaccinés, a annoncé le ministre sortant allemand de la Santé Jens Spahn. "La dernière chose dont nous avons besoin maintenant, c'est l'introduction d'un nouveau variant qui cause encore plus de problèmes", a justifié le ministre allemand. Certains hôpitaux allemands sont saturés et le débat sur une obligation vaccinale pour tous en Allemagne, comme vient de le décider l'Autriche, est sur la table.

"POTENTIEL DE PROPAGATION TRÈS RAPIDE"

Il faudra "plusieurs semaines" pour comprendre le niveau de transmissibilité et de virulence du nouveau variant détec-

té en Afrique du Sud et nommé B.1.1.529, a indiqué un porte-parole de l'OMS vendredi. A ce jour, 22 cas ont été signalés, touchant principalement des jeunes, selon l'Institut national sud-africain des maladies transmissibles (NICD). Des cas ont également été signalés au Botswana voisin et à Hong Kong, sur une personne de retour d'un voyage en Afrique du Sud. Israël a également annoncé un cas de ce nouveau variant: "Il s'agit d'une personne revenue du Malawi", a indiqué le ministère israélien de la Santé disant craindre "deux cas supplémentaires de personnes revenues de l'étranger" et placées en confinement. Ces trois personnes étaient vaccinées contre le Covid-19, a précisé dans son communiqué le ministère de la Santé sans toutefois préciser le nombre de doses ou le type de vaccin. A ce stade, les scientifiques sud-africains ne sont pas certains de l'efficacité des vaccins existants contre la nouvelle forme du virus. Le nouveau variant présente un nombre "extrêmement élevé" de mutations et "nous pouvons voir qu'il a un potentiel de propagation très rapide", a expliqué jeudi le virologue Tulio de Oliveira, lors d'un point presse du ministère sud-africain de la Santé.

"SYSTÈME IMMUNITAIRE"

Son équipe de l'institut de recherche KRISP, adossé à l'Université du Kwazulu-Natal, avait déjà découvert l'année dernière le variant Beta, très contagieux. En Afrique du Sud, officiellement le pays le plus touché du continent par le virus, 23,8% des habitants sont complètement vaccinés. Les métamorphoses du virus initial peuvent potentiellement le rendre plus transmissible, jusqu'à rendre le variant dominant. "Ce qui nous préoccupe, c'est que ce variant pourrait non seulement avoir une capacité de transmission accrue, mais aussi être capable de contourner certaines parties de notre système immunitaire", a déclaré un autre chercheur, le professeur Richard Lessells. A l'OMS, les experts chargés du suivi de l'évolution du virus donnant le Covid-19 doivent se réunir vendredi à la mi-journée pour déterminer la dangerosité du nouveau variant. Le laboratoire allemand BioNTech, allié à Pfizer, a expliqué attendre "au plus tard dans deux semaines" les premiers résultats d'études qui permettront de déterminer si le nouveau variant détecté en Afrique du Sud est capable d'échapper à la protection vaccinale. La pandémie du nouveau coronavirus a fait plus de 5,180 millions de morts dans le monde depuis la détection de la maladie en Chine fin décembre 2019, selon des chiffres officiels. L'OMS estime, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan pourrait être deux à trois fois plus élevé.

AFGHANISTAN

Les pourparlers entre les talibans et les Etats-Unis reprendront à Doha

Les pourparlers entre les talibans et les Etats-Unis vont reprendre à Doha, capitale du Qatar, a indiqué le porte-parole du gouvernement dirigé par les talibans, Zabihullah Mujahid. Les pourparlers entre les responsables talibans et les représentants américains vont reprendre conformément à l'accord de Doha, et ces pourparlers "pourraient être utiles", a déclaré le porte-parole cité par des agences. "Les pourparlers devraient contribuer à renouveler les engagements et à lever les inquiétudes, et les efforts devraient se poursuivre pour débloquer les actifs gelés de l'Afghanistan", a déclaré M. Mujahid. Pour sa part, le porte-parole du ministère afghan des Affaires étrangères, Abdul Qahar Balkhi, a confirmé qu'"une délégation de Kaboul dirigée par le chef de la diplomatie par intérim Mawlawi Amir Khan Muttaqi sera à Doha du 27 au 29 novembre pour s'entretenir avec la délégation américaine". Les questions relatives aux intérêts mutuels, notamment la libération des avoirs gelés, l'aide humanitaire, la réouverture de l'ambassade des Etats-Unis en Afghanistan, seront évoquées au cours de ces pourparlers, selon les médias locaux.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Téhéran dénonce un «traitement discriminatoire» de l'AIEA

L'Iran a dénoncé jeudi un traitement "discriminatoire", de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), quelques jours après avoir reçu à Téhéran son directeur général Rafael Grossi. "C'est une réalité. L'AIEA ne traite pas l'Iran comme elle le devrait et nous l'avons rappelé à plusieurs reprises", a déclaré à la télévision iranienne, le porte-parole de l'Organisation iranienne de l'Energie atomique (OIEA), Behrouz Kamalvandi. Selon M. Kamalvandi, si l'Iran "est victime" d'un tel traitement, c'est "d'abord parce que les organisations internationales sont sous l'influence de pays puissants". "Ces derniers les financent et en échange font pression sur elles", estime-t-il. A quelques jours de la reprise, prévue lundi à Vienne, des négociations avec les grandes puissances pour sauver l'accord sur le nucléaire iranien, suspendues depuis juin, l'ambiance est tendue. "Les discussions ont été constructives mais nous n'avons pas pu parvenir à un accord malgré tous mes efforts", a déclaré jeudi Rafael Grossi, après sa visite à Téhéran et au premier jour d'un Conseil des gouverneurs de l'AIEA dans la capitale autrichienne. "Nous essayons, face à l'attitude de la communauté internationale, de faire valoir nos droits et de contrer l'image négative qu'ils essaient de fabriquer contre nous. (Les Occidentaux) disent que nous recherchons à obtenir l'arme nucléaire et qu'il fallait à tout prix nous en empêcher", a dénoncé encore le responsable iranien. Selon le porte-parole, "l'industrie nucléaire est une industrie essentielle et dans laquelle nous devons nous engager. Il ne faut surtout pas baisser les bras mais au contraire poursuivre nos efforts".

PUB

IRAK

Restauration d'une arche sassanide vieille de 1.400 ans

L'arche de Ctesiphon en Irak, la plus grande arche en briques du monde vieille de 1.400 ans, va pouvoir retrouver de sa splendeur grâce à de nouveaux travaux de restauration, ont annoncé mercredi les autorités.

A 30 km au sud de Bagdad, en bordure du Tigre, l'arche connue aussi sous le nom de Taq Kasra daterait du VI^e siècle. Erigée là où se trouvait la capitale de la dynastie persane des Sassanides, la voûte en brique ocre culmine à 37 mètres et fait partie des vestiges d'un palais. En 2013, des pans de la voûte elliptique de Taq Kasrides ont été reconstruits avec de nouvelles briques. Après des pluies en 2020, certaines ont commencé à chuter. «Ce qui tombe en ce moment ce n'est pas la construction Sassanide originale, ce sont les réparations modernes», a expliqué à l'AFP David Michelmore, expert en conservation qui collabore avec une équipe d'archéologues de l'université américaine PENN. «Il faudra démanteler le travail fait en 2013 (...) ça a déstabilisé la structure», a-t-il ajouté. Avec son équipe, M. Michelmore mène ainsi une première phase de rénovation qualifiée d'«intervention d'urgence», lancée en mars et qui devrait prendre fin en décembre. Les travaux visent à «consolider» le site, a indiqué à l'AFP le ministre irakien de la Culture et des Antiquités Hassan Nazem, évoquant également «des études sur la nature du sol



et des fondations». Le site étant près du fleuve, il souligne le «danger» des infiltrations souterraines.

«NOMBREUSES ERREURS»

Aujourd'hui, l'arche monumentale se dresse au milieu des palmeraies tout près de la localité de Madain. Elle est flanquée de chaque côté de deux imposantes façades, décorées de colonnades et de niches voutées, également en briques. Cette première phase est financée avec un budget de 700.000 dollars de l'Alliance internationale pour la protection du patrimoine dans les zones en conflit (ALIPH), indique le directeur du Conseil des antiquités et du patrimoine Laith Majid Hussein. Selon lui, la phase suivante consistera

en une «restauration totale» qui doit permettre de consolider la structure et empêcher les effondrements. Lui aussi déplore les «nombreuses erreurs» des personnes ayant mené les précédents travaux qui ont notamment mis une grosse «couche de ciment sur l'arche». À plusieurs reprises déjà, les autorités ont tiré la sonnette d'alarme concernant l'état du site. Dès 2004 des fissures étaient apparues sur la voûte elliptique, causées par des infiltrations d'eau de pluie. M. Michelmore rappelle que l'arche a été construite en 540. «C'est presque exactement le même âge que l'église Sainte Sophie à Constantinople (Istanbul). Les deux monuments sont très innovants en terme de grandeur et d'ambition», s'enthousiasme-t-il.

ENCHÈRES

Des marchés en ébullition, rajeunis par les ventes en ligne

Les ventes aux enchères sont un marché en ébullition, comme le montrent les 11,6 millions d'euros pour un manuscrit d'Albert Einstein, rajeuni par des événements en ligne qui attirent un public nombreux. Estimées entre deux et trois millions d'euros, ces 54 pages de notes du physicien en 1913-1914, qui préparent la théorie de la relativité générale, sont parties mardi pour près de cinq fois plus. L'estimation devient un métier difficile. Alors que l'expérimentée Christie's chiffrait à 25.000 ou 35.000 euros un document de travail («storyboard») du réalisateur franco-chilien Alejandro Jodorowsky pour adapter le roman «Dune», deux acheteurs se sont lancés lundi dans une bataille féroce, qui s'est arrêtée à 2,66 millions d'euros. Dans l'art contemporain, la tendance s'est emballée. Artprice estime en octobre que ce marché est passé de 103 millions de dollars par an en 2000 à 2,7 milliards aujourd'hui. Ce spécialiste des cotations d'œuvres l'explique par «une transition réussie vers des ventes en ligne et une orientation tout aussi réussie du marché vers une population nouvelle et émergente d'acheteurs d'art contemporain». «Les maisons d'enchères avaient une informatique très vieille. C'était Papy Mougé qui découvrait Internet! Le Covid les a forcées à la moderniser, et le résultat des ventes en ligne a été spectaculaire, en attirant un autre public, rajeu-

ni», d'après Thierry Ehrmann, fondateur d'Artprice. Il cite par exemple des trentenaires qui commencent une collection d'art avant de devenir propriétaires immobiliers.

PAS QUE L'ART

Le marché, gelé lors de la crise sanitaire mondiale de 2020, a redémarré très fort. Et il bénéficie d'un cercle dont on ne sait pas s'il est vertueux ou vicieux. Les prix des artistes classiques ont grimpé à des sommets, comme les 71,3 millions de dollars atteints par une huile sur toile de Vincent Van Gogh, «Cabanes de bois parmi les oliviers et cyprès», à New York le 12 novembre. Ceux qui n'ont pas les moyens se rabattent alors, en nombre, vers plus abordable. Et pour cela, il n'y a pas que l'art. Depuis octobre, entre les baskets de Michael Jordan (1,5 million de dollars), un tricératops (6,6 millions d'euros), l'un des 13 derniers originaux connus de la Constitution américaine (43 millions de dollars), et un fût de bourgogne à 800.000 euros lors des enchères des Hospices de Beaune, le choix a été vaste. La montée des NFT, ces «jetons non fongibles», à savoir des objets numériques, a aussi diversifié l'offre.

NATUREL DE REVENDRE

Une bulle risque-t-elle d'éclater? La question se posait dès les années 1980, où l'on se demandait à quel moment les milliardaires amé-

ricains ou japonais se laisseraient de surenchérir les uns sur les autres, et où des fondations privées ont évincé les grands musées publics. Mais le marché, malgré son aspect opaque et disparate, a continué sa hausse jusqu'à la crise financière de 2008. Début 2014, après une année de records, le Washington Post s'interrogeait: «Alors que le prix de l'art grimpe, est-ce que sa valeur s'effondre?» Les indices d'Artprice montrent qu'entre 2015 et 2019, les prix ont nettement reflué. Depuis, ils repartent. «Acheter et

revendre est devenu beaucoup plus naturel: pour affiner sa collection, après un divorce, parce qu'on a changé de goûts... Et il n'y a plus de frein psychologique à payer plus d'un million lors d'une vente en ligne», d'après Thierry Ehrmann. D'après le cabinet Deloitte, le réservoir d'acheteurs hyperfortunés n'est pas près de se tarir. «La richesse des individus à patrimoine ultra-élevé associée à l'art et les objets de collection était estimée à 1.448 milliards de dollars en 2020», écrit-il.

LAURÉAT DU PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 2010

Mario Vargas Llosa élu à l'Académie Française

L'écrivain péruvieno-espagnol Mario Vargas Llosa a été élu jeudi à l'Académie française, malgré un âge plus élevé que ne le permettent les statuts, à 85 ans, rapportent des médias. Le lauréat du prix Nobel de littérature 2010 a obtenu au premier tour 18 voix, contre une pour le réalisateur Frédéric Vignale, un blanc et deux nuls, a précisé l'Académie, dans un communiqué. Sa candidature avait été retenue par les Immortels alors que depuis 2010 justement, il faut avoir moins de 75 ans pour se présenter à cette élection. En revanche, il n'existe aucune règle quant à la nationalité. Mario Vargas Llosa n'a jamais publié en français, même s'il le parle couramment,

pour avoir immigré à Paris en 1959. Il vit aujourd'hui à Madrid. Son œuvre traduite en français, essentiellement aux éditions Gallimard, est abondante, depuis «La Ville et les Chiens» en 1966, jusqu'à «Temps sauvages» en 2021. Il a été le premier écrivain étranger à entrer de son vivant dans la prestigieuse collection de la Pléiade, en 2016. Né à Arequipa (sud du Pérou) le 28 mars 1936, cet enfant de la classe moyenne, après un passage à l'Académie militaire de Lima, se destine aux études littéraires, à Lima puis Madrid, et au journalisme. Son talent d'écrivain fera de lui l'une des figures de la révélation au monde de la littérature latino-américaine dans les années 1960, aux

côtés du Colombien Gabriel Garcia Marquez, de l'Argentin Julio Cortazar ou des Mexicains Carlos Fuentes et Juan Rulfo. Il a aussi eu une carrière politique, avec une candidature à la présidence du Pérou en 1990. Il y a affirmé des opinions libérales controversées. L'Académie française, où a siégé la romancière algérienne Assia Djebar (1936-2015), élue parmi les immortels en 2005 au fauteuil No 5, n'avait pas accueilli de lauréat du Nobel depuis François Mauriac, élu en 1933, récipiendaire du prix suédois en 1952, et décédé en 1970. Sur les 40 sièges de l'institution conçue comme la gardienne de la langue française, cinq restent vacants.

TR D'ORAN

Un atelier de formation pour enfants trisomiques

Des enfants trisomiques (trisomie 21) bénéficient d'une formation sur les bases du quatrième art au théâtre régional «Abdelkader Alloula» d'Oran, qui vise à faire découvrir leurs talents, développer leurs compétences artistiques et leur ouverture sur les arts, a-t-on appris jeudi du directeur de cet établissement culturel, Mourad Senouci. Quinze enfants atteints de trisomie 21 participent ainsi à cet atelier de formation, lancé mardi dernier au niveau de la salle «Sirat Boumediene» de ce théâtre, pour leur enseigner les principes de base de l'art théâtral, a indiqué Mourad Senouci. Cette formation, organisée par le service programmation du théâtre Abdelkader Alloula et l'association locale de prise en charge des enfants atteints de trisomie 21, dure trois mois, selon le dramaturge Mourad Senouci, qui a indiqué que cette formation, une première expérience dans cet établissement, sera couronnée par la production d'une petite œuvre théâtrale qui sera interprétée sur scène par ces enfants. Pour cette formation, encadrée par trois comédiennes de ce même établissement culturel, à savoir Djebili Nadia, Zetchi Nassima et Chekak Safia, un programme a été préparé s'adaptant aux capacités de ces enfants, leur permettant une meilleure compréhension à la manière la plus simple, a-t-on souligné. Dans ce cadre, ces enfants sont formés sur les expressions corporelles, tout en travaillant à développer leur prononciation et à leur donner des informations sur les principes de base de la scène, comme l'explique la comédienne Chikak Safia, qui a une riche expérience dans le théâtre pour enfants et qui a mis en scène et écrit plusieurs œuvres, dont «Les trois méchants», «Plus jeune que moi» et a incarné des rôles dans plusieurs pièces de théâtre, dont «Pinocchio». La même comédienne, qui considère cette initiative comme une nouvelle expérience pour elle et ses deux collègues, a indiqué que «ces enfants sont animés d'un grand désir d'apprendre l'art du théâtre, car nous les trouvons en interaction et ont une réponse spontanée aux leçons, ce qui leur permettra d'acquérir de nouvelles informations pour développer leurs capacités linguistiques et, de plus, cette initiative est pour eux l'occasion de découvrir, pour la première fois, le monde de la scène et leur permet une meilleure insertion dans la société.

Onze morts et 368 blessés sur les routes en une semaine

Onze (11) personnes ont trouvé la mort et 368 autres ont été blessées dans 315 accidents de la circulation, enregistrés du 16 au 22 novembre dans les zones urbaines, a indiqué, jeudi, un bilan de la direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Comparativement aux statistiques de la semaine passée, le bilan des accidents de la circulation fait état d'une hausse du nombre d'accidents (+63), des blessés (+72) et du nombre de décès (+06), a indiqué le communiqué. Les mêmes données indiquent que le facteur humain était la principale cause dans plus de 95% de ces accidents induits notamment, par le non-respect du Code de la route, le non-respect de la distance de sécurité, l'excès de vitesse, la fatigue, le manque de vigilance au volant et d'autres facteurs liés à l'entretien du véhicule", précise la même source. La DGSN a réitéré son appel aux usagers de la route au respect du Code de la route et à la vigilance et la prudence lors de la conduite. Elle rappelle également ses numéros vert 15-48 et de secours (17) mis à la disposition des citoyens 24h/24h, a conclu le communiqué.

Un poisson-lapin toxique découvert dans le port d'El Marsa (Skikda)



Un poisson-lapin, une espèce de poisson toxique, a été découvert par un pêcheur dans le port d'El Marsa (Est de la wilaya de Skikda), a indiqué jeudi la direction locale de la pêche et des ressources halieutiques. Ce poisson pèse 3,2 kg et mesure 70 centimètres, a-t-on précisé, faisant savoir que les mesures nécessaires ont été prises en coordination avec les services vétérinaires dans un souci de protection de la santé du consommateur. Présentant une denture semblable à celle du lapin, ce poisson vit dans la Mer Rouge et en Méditerranée, selon la même source qui a affirmé que certaines parties de ce poisson comportent une substance toxique dont l'ingestion par l'homme provoque un relâchement musculaire, des nausées et une migraine. La consommation de ce poisson peut même induire un état comateux et conduire à la mort si la personne n'est pas secourue à temps, a-t-on ajouté.

Le « Prix des droits de l'Homme » décerné à Sultana Khaya

L'association espagnole des défenseurs des droits de l'Homme a remis son Prix des "droits de l'Homme" pour l'année 2021 à l'icône de la résistance sahraouie Sultana Khaya face à l'occupation marocaine. La militante sahraouie Sultana est placée par les autorités coloniales marocaines sous embargo depuis plus d'une année à son domicile dans la ville Boujdour, du Sahara occidental occupé. Le Prix sera remis le 10 décembre prochain, lors d'une cérémonie au niveau de l'institut Cervantès à Madrid, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des droits de l'Homme. Outre, Sultana Khaya, le prix, pour la catégorie internationale, a été décerné également à Vilma Nunez, présidente du centre de Nicaragua des droits de l'Homme et au directeur du centre palestinien des droits de l'Homme à Gaza, Maitre, Radji Soriana. Créé depuis 40 ans, ce prix est réservé aux défenseurs des droits de l'Homme qui se sont consacrés à la lutte pour le respect des droits de l'Homme.



Les agences commerciales d'Algérie Télécom ouvertes au public aujourd'hui

Les agences commerciales d'Algérie Télécom (AT) seront ouvertes au public samedi, 27 novembre, jour des élections locales, a indiqué l'entreprise publique jeudi dans un communiqué. "Une permanence sera assurée de 09h00 à 15h00, et ce, afin de garantir la continuité des prestations et services", a précisé la même source. Les agences commerciales concernées par cet horaire dans la wilaya d'Alger sont: Hussein Dey, Dar El-Beida, Bordj El Bahri, Aissat-Idir, Ben M'hidi, Bir Mourad Rais, Ben Aknoun, Ain-Benian et Zeralda. Pour les autres wilayas, la permanence sera assurée au niveau des agences chefs-lieux de wilaya, ajoute le communiqué.



Démantèlement d'une bande de trafiquants de drogue à Ain Defla

Les services de sécurité de Ain Defla ont mis fin aux agissements d'une bande de cinq individus s'adonnant au trafic illicite de kif traité au niveau du chef-lieu de wilaya, a-t-on appris hier auprès de la cellule de communication et des relations publiques (CCRP) de la sûreté de wilaya. Suite à des informations faisant état d'un groupe d'individus ayant reçu une quantité de kif traité dans le but de l'écouler à des petits dealers à Ain Defla, les éléments de la section de la Police Judiciaire relevant de la première sûreté urbaine ont mis en place un plan minutieux visant leur neutralisation, a-t-on indiqué. Après avoir identifié l'un des membres de la bande, les policiers l'ont surveillé de très près, l'arrêtant à la fin de la semaine dernière à hauteur de la rue Khiat Mohamed du chef-lieu de wilaya, en possession d'une quantité de kif traité, a-t-on fait savoir, signalant que la fouille de son domicile leur a permis de mettre la main sur 13 grammes de la même substance hallucinogène. Acculé, l'individu en question a fait état de quatre de ses acolytes impliqués dans cette activité répréhensible, lesquels ont été arrêtés tour à tour à la suite des investigations poussées menées par l'instance sécuritaire susmentionnée, en coordination avec le parquet de Ain Defla, a-t-on signalé. Un P.V a été dressé à l'encontre des mis en cause portant sur les griefs de "détention, stockage et vente illicite de drogue dans le cadre d'une organisation criminelle". Après accomplissement des procédures réglementaires en vigueur, les 5 individus, dont l'âge varie entre 27 et 40 ans, ont été présentés jeudi devant les instances judiciaires de Ain Defla, lesquelles les ont placés sous mandat de dépôt, a-t-on conclu.

Italie : sanction de 20 millions d'euros contre Google et Apple

Le gendarme de la concurrence italien a infligé vendredi une amende de 20 millions d'euros à Google et Apple, équitablement répartie entre les deux sociétés, pour des pratiques commerciales "non-correctes". L'Antitrust italien "a établi que les deux sociétés ont chacune violé deux fois le Code de la consommation, la première en ne fournissant pas suffisamment d'informations (à ses clients, ndlr), la seconde pour "pratiques agressives" dans l'utilisation des données des consommateurs à des fins commerciales", indique un communiqué, relayé par des médias. Rappelant que les deux géants du numérique recueillent des

informations de leurs clients, l'Antitrust "a établi que ni Google ni Apple n'ont fourni des informations claires et immédiates sur l'acquisition et l'utilisation des données de leurs utilisateurs à des fins commerciales", selon la même source. Concernant la seconde violation, le gendarme de la concurrence dénonce "une pratique agressive" de la part des deux sociétés. Google par exemple est accusé de pré-installer dans la phase de création

d'un compte "l'acceptation par l'utilisateur du transfert et de l'utilisation de ses propres données à des fins commerciales". Cette "pré-activation permet le transfert et l'utilisation des données par Google (...) sans la nécessité d'autres passages au cours desquels l'utilisateur pourrait confirmer ou modifier son choix", précise le communiqué. "Dans le cas d'Apple, l'activité promotionnelle est basée sur une modalité d'acquisition de l'accord

sur l'utilisation des données à des fins commerciales sans prévoir pour le consommateur la possibilité de choisir auparavant concernant le partage de ses propres données", poursuit l'Antitrust. Cette autorité indépendante avait déjà infligé mardi une lourde amende, 200 millions d'euros, à Amazon et Apple, dont plus de 134 millions à cette dernière, pour avoir restreint l'accès à la plateforme Amazon de certains revendeurs de produits Apple.

MISE AUX POINGS

«Les citoyens sont face à deux choix, soit se faire vacciner et éviter les conséquences d'une éventuelle contamination, ou se laisser contaminer par un virus mortel».

Kamel Sanhadji, Président de l'Agence nationale de sécurité sanitaire



Le Courrier d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger
Tél. : 021 73 76 78
Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA
- Est : SIE
- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf - Bouira.
Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles :

redaction_courrier@yahoo.fr

YOUSSEF GIRARD, HISTORIEN FRANÇAIS :

« Les pratiques coloniales n'ont pas cessé après 62 »

À l'occasion de la sortie de son livre "Réflexions sur le racisme systémique et l'exception coloniale", Youssef Girard, historien de la colonisation et du mouvement national algérien, explique les origines coloniales du racisme et de la xénophobie, notamment à l'égard de "l'islam et des musulmans".

Dans un livre à paraître bientôt aux éditions Héritage sous le titre : "Réflexions sur le racisme systémique et l'exception coloniale", le docteur Youssef Girard, historien français spécialiste du mouvement national algérien et de la colonisation, s'attaque à l'épineuse question "du racisme systémique en France". Pour ce faire, il plonge dans les racines coloniales du racisme afin de montrer les continuités existantes dans le discours et dans les pratiques entre la période coloniale et la période postcoloniale. Le chercheur a choisi deux fils conducteurs pour son analyse de ce phénomène. Le premier consiste à essayer de comprendre comment, plus de 50 ans après les indépendances, une gestion coloniale des populations non-blanches, de leurs cultures et des espaces dans lesquels elles vivent perdure en France ? Le second, quant à lui, est porté sur la compréhension de comment l'exception coloniale se redéfinit afin de préserver un ordre social inégalitaire marqué "par l'hégémonie blanche"? Dans un



entretien à Sputnik, le docteur Girard, qui part de l'analyse de Frantz Fanon sur un "monde coupé en deux" par le colonialisme, explique que "malgré l'accession à l'indépendance des peuples colonisés, les pratiques coloniales n'ont pas cessé miraculeusement avec la fin de l'empire à partir de 1962". "Les rapports des autorités françaises avec l'islam et les musulmans vivant dans l'Hexagone, qu'ils soient Français ou étrangers, s'inscrivent dans la continuité de l'histoire coloniale de la France, particulièrement celle de la colonisation de l'Algérie", affirme-t-il. Et d'ajouter qu'"en France, les pratiques coloniales persistent en redéfinissant l'exception prévalant dans la gestion de l'immigration coloniale, notamment algérienne, vis-à-vis de l'immigration postcoloniale puis des

héritiers de cette immigration". Ainsi pour lui, "les politiques islamophobes mises en œuvre actuellement par l'État français n'ont donc strictement rien de nouveau. Elles s'inscrivent dans la continuité immédiate d'une histoire coloniale séculaire qui a construit les musulmans et l'islam comme un corps d'exception devant être soumis à une législation et à des pratiques d'encadrement spécifiques". Après l'accession des peuples colonisés à l'indépendance, les pratiques coloniales, qui avaient façonné l'action de l'État français, avaient évolué aussi bien sur le plan international que national. Par exemple, à l'international par la mise en place de mécanismes de domination néocoloniaux, souvent dénoncés sous le terme de "Françafrique". Au niveau national, l'un des marqueurs de cette persistance de l'exception coloniale, après les indépendances, selon Youssef Girard, "fut le maintien et la redéfinition d'unités de police spécifiques visant à gérer les immigrés postcoloniaux et leurs descendants. Les Brigades anti-criminalité (BAC) sont les héritières directes des Brigades des agressions et violences (BAV), créées en 1953, qui étaient elles-mêmes héritières de la Brigade nord-africaine (BNA) dépendante du Service des affaires indigènes nord-africaines, fondé en 1923 pour gérer l'immigration maghrébine".

R. N.

LE PRÉSIDENT, LORS D'UN ENTRETIEN AVEC DES MÉDIAS NATIONAUX

« L'État soutient à fond l'Équipe nationale de football »

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accordé un entretien aux représentants de la presse nationale, selon un communiqué de la Présidence publié sur son compte Facebook. Au cours de cette traditionnelle entrevue médiatique, dont la diffusion était prévue hier soir à partir de 21h00 sur les chaînes de la Télévision et de la Radio nationales, le chef de l'État a abordé plusieurs questions nationales et internationales, affirme la même source.

Ainsi, et à se fier à plusieurs sources concordantes, parmi les sujets abordés par le locataire d'El Mouradia avec les journalistes, l'Équipe nationale de football qui semble ne pas être en odeur de sainteté avec des parties qui cherchent à déstabiliser le coach Belmadi et ses poulains, en prévision notamment des échéances continentales et mondiales à venir. Le Président, en recevant Djamel Belmadi en audience le 28 mars 2021 pour « consultation », s'est voulu alors d'un message de soutien envers l'entraîneur et le staff dirigeant des Verts qui ont eu à subir une cabale.

Aujourd'hui, et à l'occasion de cet entretien, le chef de l'État évoque une sorte d'entreprise de sape ou d'un complot dirigé contre l'Équipe nationale qui venait de passer aux barrages des qualifications pour le Mondial 2022 au Qatar et réussi un retentissant exploit de 33 matchs sans la moindre défaite.

Face à ces péripéties, Belmadi et ses protégés trouvent l'épaule du Président sur laquelle ils peuvent toujours s'appuyer. Autres questions abordées, les élections locales qui se dérouleront aujourd'hui. Sur ce, le Président a révélé qu'un changement radical sera apporté à l'actuel Code communal de wilaya à l'effet d'octroyer de larges pouvoirs aux élus locaux.

Également, le chef de l'État a abordé le volet social, réitérant que l'État continuera à jouer son rôle dans l'aide aux couches sociales défavorisées.

F. G.

RECRUTEMENT

Le Courrier d'Algérie recrute un correspondant de presse confirmé pour la wilaya de Constantine. Les candidats intéressés peuvent envoyer un CV et une lettre de motivation à l'adresse e-mail : redaction_courrier@yahoo.fr

SOUS-RIRE

Un drone de l'armée française abattu par un adolescent avec un lance-pierres au Burkina Faso !

C'est un lance-pierres qui vaut plusieurs millions d'euros !



« Il faut faire preuve de responsabilité et de rigueur »

Le ministre des Transports, Aïssa Bekkaï, a appelé à faire preuve de responsabilité et de rigueur dans la formation des chauffeurs professionnels, a indiqué un communiqué du ministère. Bekkaï qui a reçu des représentants du Syndicat national des auto-écoles, a indiqué que la rigueur dans la formation à la conduite "contribuera, considérablement, à limiter les accidents de circulation et à garantir l'intégrité et la

sécurité des usagers de route. Cette rencontre avec les représentants du syndicat, a permis d'examiner les moyens de mise en œuvre des dispositions de la décision du 19 mai 2016 - fixant les conditions et les modalités de la formation pour l'obtention du certificat d'aptitude professionnelle des conducteurs de véhicules de transport de voyageurs et de marchandises-amendée et complétée". Bekkaï a demandé aux

représentants du syndicat de "faire des propositions pratiques et efficaces pour l'application de cette décision". Le ministre a, par ailleurs, demandé aux représentants du syndicat de "prendre part aux travaux de la réunion prévue dans les prochains jours pour arrêter un calendrier de formation des chauffeurs et mettre en place une feuille de route pour le lancement des sessions de formation".

R. S.